

# R Y T H M E S

---

Les

*L'art spiritualise le sensible  
et matérialise le spirituel.*

HEGEL.



# QUATRIÈME INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV<sup>e</sup> Internationale



## SOMMAIRE

1. — Editorial.
2. — Thèses sur la situation dans le Mouvement Ouvrier et les perspectives du développement de la IV<sup>e</sup> Internationale.
3. — L'impérialisme français et la deuxième guerre mondiale.
4. — Tribune de discussion : La crise de la Direction Révolutionnaire, unique cause des défaites de la Révolution Mondiale.
5. — Chronique Internationale.

# IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV<sup>e</sup> Internationale

## ÉDITORIAL

### LA "PAIX" QU'ILS PRÉPRENT

**Q**UE le choc final soit imminent entre les forces des impérialistes adverses, ou que le conflit se termine en Europe brusquement par la seule action diplomatique, une chose est maintenant certaine : l'activité de la bourgeoisie impérialiste converge aujourd'hui résolument vers la liquidation rapide du conflit en Europe.

D'une part, l'impérialisme allemand a déjà épuisé en grande partie ses ressources, tant économiques qu'humaines.

Acculé depuis plus d'un an à une défense désespérée, refoulé de l'espace soviétique, écrasé sur mer et dans les airs par la supériorité énorme de ses adversaires, il ne résiste encore que grâce à l'inaction voulue de la coalition anglo-américaine, et dans l'espoir d'un compromis possible, même à la dernière minute.

D'autre part, la bourgeoisie impérialiste américaine et anglaise a voulu et a eu, en définitive, sa guerre longue.

Pendant cinq ans environ, le capital financier de ces deux pays a récolté des bénéfices énormes grâce aux armements, à l'exploitation effrénée du prolétariat et des masses petites bourgeoises nationales et impériales, à l'expropriation des impérialistes adverses ou "alliés" éroulés pendant la guerre.

Mais, en même temps, l'endettement excessif de ces pays, ainsi que la riposte grandissante de leur propre prolétariat qui se manifeste par l'activité gréviste incessante, montrent au capital financier qu'il a atteint les limites d'exploitation "optima" créées par la conjoncture de la guerre.

Il y a enfin le fait qu'au fur et à mesure que la guerre se prolonge et que l'impérialisme allemand épuisé chancelle sur ses pieds, les masses travailleuses de l'Europe se réveillent, reprennent con-

fiance en elles-mêmes et transforment par leur activité révolutionnaire, en Italie, dans les Balkans, en France, la guerre impérialiste en guerre sociale.

Si la bourgeoisie internationale et, en premier lieu, la bourgeoisie américaine et anglaise pensent aujourd'hui qu'il faut maintenant liquider la phase actuelle du conflit en Europe, c'est tout d'abord pour SAUVER L'EUROPE CAPITALISTE RUINÉE DE LA MENACE RÉVOLUTIONNAIRE.

◆ ◆ ◆

Depuis quelques mois déjà, l'activité militaire et diplomatique secrète de l'impérialisme anglo-américain se conjugue avec les préparatifs fébriles pour la future "Paix".

Mûris par l'expérience amère de la première guerre mondiale qui a été suivie, entre 1918 et 1923, d'une formidable explosion révolutionnaire, et conscients de la désorganisation complète que la présente guerre a causé à l'Europe, les favoris impérialistes du conflit actuel pensent maintenant avant tout à la façon de consolider leurs avantages tout en conservant fermement le régime capitaliste sur le continent dévasté.

Cette façon est simple, et la presse et la radio américaines et anglaises l'ont expliqué ces derniers jours fort clairement : « La "libération" de l'Europe commencera par l'instauration de l'administration militaire des généraux yankees et anglais. »

Auprès d'eux, des équipes de spécialistes américains et anglais s'occuperont des "affaires civiles" pour restaurer l'économie délabrée de l'Europe. Ce n'est qu'après la "normalisation" de la situation que les autorités militaires céderont leur place aux gouvernements nationaux de chaque pays.



Quant à l'avenir, que les masses européennes se tranquilisent : une nouvelle « Société des Nations, appuyée cette fois-ci sur la force militaire permanente de l'impérialisme américain et « anglais » se chargera d'éviter de nouveaux conflits guerriers et de maintenir partout "l'ordre" !

Une série d'accords a déjà été passée entre les gouvernements américain et britannique et les gouvernements émigrés de certains pays européens (Belgique, Hollande, Norvège), prévoyant une administration militaire américaine et anglaise dans ces pays "libérés". Une pression analogue s'exerce actuellement sur le "Gouvernement Provisoire" d'Alger pour l'amener à la même conclusion.

En ce qui concerne l'Allemagne, c'est « Eisenhower personnellement qui succéderait à Hitler, à la tête d'un gouvernement militaire qui y resterait aussi « longtemps que la situation l'exigerait. »

C'est une façon indirecte d'exiger de Moscou (toujours informé après coup) de faire disparaître sa marionnette, le "Comité National Allemand de Libération". Le maréchal Staline fera peut-être son entrée à Bucarest ou à Varsovie, mais le triomphe à Berlin est réservé à Eisenhower. C'est la volonté ferme de l'impérialisme américain ; c'est aussi le désir profond de la bourgeoisie décomposée de l'Europe, y compris de la bourgeoisie allemande.

Ayant pleinement conscience de son impuissance devant la vague grandiose de la révolution prolétarienne qui monte en Europe, la bourgeoisie européenne est non seulement disposée à accepter l'occupation, mais encore elle l'appelle de tous ses vœux.

On en a eu un exemple, ces derniers jours, dans le discours du premier ministre grec à la Conférence du Liban, implorant l'intervention active de ses patrons anglais et yankees pour venir à bout de la révolte des masses grecques.

◆ ◆ ◆

Les plans contre-révolutionnaires de la bourgeoisie sont clairs et constituent le développement logique dans les conditions actuelles de sa politique impérialiste menée par elle avant et pendant le conflit. Car la guerre, comme disait Lénine, ne change rien à la direction dans laquelle se développait la politique de la bourgeoisie d'avant-guerre : elle accélère seulement ce développement.

La perspective de "paix" que fait miroiter la propagande "alliée" n'est que la continuation de la politique impérialiste, politique de brigandage, de pillage, d'exploitation et de tyrannie pour les masses travailleuses.

Ni le niveau de vie des masses, ni leur régime politique, ne gagnerait rien si à la phase des opérations militaires

actuelles succédait l'occupation "libératrice" et soi-disant "pacifique" des alliés.

La "paix" des impérialistes ne ferait qu'enregistrer les modifications intervenues dans leurs forces réciproques pendant la guerre, et qui consacrerait l'hégémonie des bourgeoisies les plus fortes (américaines et anglaises).

Que les partis dits ouvriers, social-démocrates et stalinien, socialisant ce caractère de "libération" et de "paix" promise par les impérialistes, qu'ils acceptent aujourd'hui de consolider le pouvoir de la bourgeoisie en Europe, rongé et miné par cinq ans de guerre, en participant à son exercice, c'est le comble de leur trahison. Mais par ce fait même ils ouvrent la possibilité d'une rupture nette et profonde entre leur appareil bureaucratique et la masse de leurs militants, animée d'une volonté révolutionnaire indiscutable.

Il est probable que non plus les mois, mais les jours et les semaines qui viennent seront critiques. L'impérialisme, ayant exploité la conjoncture de la guerre en Europe, mobilise aujourd'hui ses forces en vue de rendre la transition de la guerre à la "Paix" aussi inoffensive que possible pour le régime capitaliste.

**SA PROPAGANDE POUR LA "PAIX IMPÉRIALISTE" N'EST QU'UN MENSONGE DESTINÉ AUJOURD'HUI À COUVRIR LA LUTTE CONTRE LA RÉVOLUTION MONTANTE EN EUROPE. ET DEMAIN LA CONTINUATION DE LA LUTTE OUVERTE CONTRE L'U. R. S. S.**

Son atout principal sera l'occupation militaire de l'Europe, approuvée et appuyée par les gouvernements nationaux auxquels social-démocrates et stalinien apportent aujourd'hui leur soutien.

De leur côté, les masses travailleuses déploient spontanément une activité révolutionnaire de plus en plus ample et profonde.

La tâche de l'avant-garde consciente du prolétariat est de se souder intimement avec les masses révolutionnaires et d'assurer le maximum d'organisation et de cohésion politique régionale, nationale et internationale dans leurs luttes dirigées résolument vers le triomphe de la révolution prolétarienne.

Après leur guerre de violence, de pillage et de souffrances inouïes pour les peuples, les impérialistes se hâtent aujourd'hui d'imposer leur "paix", c'est-à-dire la continuation de leur régime capitaliste.

Face à cette perspective qui, si jamais elle était réalisée, signifierait l'intégration de la barbarie capitaliste, le prolétariat doit mobiliser ses forces pour obtenir sa propre paix qui passe par la lutte révolutionnaire pour le socialisme, pour les États-Unis Socialistes de l'Europe et du Monde.

# THÈSES

SUR

## la situation dans le Mouvement Ouvrier et les perspectives du développement de la IV<sup>e</sup> Internationale <sup>(1)</sup>

I. — Depuis la dernière guerre la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.

C'est parce qu'au sein du prolétariat mondial une avant-garde résolue, attachée aux masses, riche des leçons stratégiques et tactiques des luttes passées, n'a pas su sélectionner et se cristalliser que l'ensemble de la classe ouvrière n'est trouvé désorienté et impuissant aux moments décisifs. Par suite, les classes moyennes, incapables d'une politique autonome, toujours oscillant entre prolétariat et bourgeoisie, se sont chaque fois rangées derrière cette dernière et ont prolongé sa domination.

II. — A l'issue de la guerre 1914-1918, le régime capitaliste a connu une crise qui pourrait lui être mortelle.

C'est seulement grâce à la trahison ouverte de la social-démocratie et l'incapacité politique des directions des jeunes partis communistes de la III<sup>e</sup> Internationale que la bourgeoisie a pu se maintenir, reprendre confiance en elle-même et passer ensuite à l'offensive.

Entre 1918 et 1923 la situation est devenue plus d'une fois, et dans plusieurs pays capitalistes, objectivement révolutionnaire : la bourgeoisie perdait en même temps la confiance en ses propres forces et le contrôle sur les masses, animées par un élan irrésistible de changement du régime social.

Seul le manque de mûrissement d'une direction révolutionnaire dans les autres pays que la Russie est la cause des premières grandes défaites qui suivirent la guerre (Allemagne, Hongrie, Finlande, etc.), et qui permirent, en conséquence, la stabilisation ultérieure relative du capitalisme.

La formation d'une direction révolutionnaire bolchevique en Russie, capable de

ner le prolétariat à la victoire, est due aux conditions particulières de la Russie d'avant la guerre de 1914 (manque d'une large aristocratie ouvrière, traditions révolutionnaires dans des couches importantes même de la petite-bourgeoisie qui se rangent derrière le prolétariat, expérience des méthodes de lutte, et d'organisation révolutionnaire) ; la création d'une direction révolutionnaire ne se trouvera facilitée dans les autres pays européens qu'à la faveur des circonstances créées par la guerre (destruction de la base sociale de la social-démocratie, nivellement de la classe ouvrière, paupérisation massive de la petite-bourgeoisie).

Mais l'assimilation des enseignements révolutionnaires du bolchevisme (surtout sur le rôle du parti, de la liaison des mots d'ordre démocratiques, transitoires, et des mots d'ordre insurrectionnels) ne se produit pas automatiquement : la direction des jeunes partis communistes se trouva par suite en retard sur les conditions révolutionnaires objectives et permit ainsi, grâce à une série de défaites de la classe ouvrière, le renforcement relatif de la bourgeoisie.

III. — Par suite des défaites subies entre 1918 et 1923, le capitalisme est entré dans une période de stabilisation relative qui accéléra à son tour, par l'isolement de l'U.R.S.S., la dégénérescence de la nouvelle direction révolutionnaire incarnée par la III<sup>e</sup> Internationale.

Depuis 1923 jusqu'à la deuxième guerre mondiale de 1939, la direction de la III<sup>e</sup> Internationale est le principal organisateur des défaites subies par le mouvement révolutionnaire et la principale cause de son recul et de sa désorientation.

Exploitant la tradition de la Révolution d'Octobre et le prestige de l'U.R.S.S. devant les masses, la bureaucratie soviétique a réussi à empêcher jusqu'à maintenant par son poids

(1) Adoptées par la Conférence Européenne de la IV<sup>e</sup> Internationale, de Février 1944.



énorme la cristallisation d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire effectivement liée aux masses.

IV. — La force mécanique des appareils bureaucratiques des partis social-démocrates et stalinien s'est révélée jusqu'à maintenant plus forte que la volonté révolutionnaire des masses, grâce surtout au développement inégal de la crise révolutionnaire après 1923 dans les pays capitalistes, à sa localisation et à son fractionnement.

Avant que le prolétariat puisse refaire sa propre expérience des appareils bureaucratiques, se débarrasser de ses illusions et de ses allures nationales, renouveler ses forces et reprendre confiance en lui-même, un certain laps de temps était absolument nécessaire : dans une situation internationale objectivement révolutionnaire, comme celle de 1918-1923, ce laps de temps pouvait se réduire au minimum grâce à la victoire bolchevique en U.R.S.S. et au contre-poids révolutionnaire encore puissant dans l'appareil de la III<sup>e</sup> Internationale.

Au contraire, dans une période où, après une série de défaites importantes, le fractionnement de la crise révolutionnaire devient de plus en plus accusé, le mûrissement de la conscience révolutionnaire suit un processus beaucoup plus complexe et contradictoire.

Entre 1923 et 1929, malgré le sursaut du prolétariat anglais en 1926 et la révolution chinoise de 1925-1927, la vague révolutionnaire surgie de la guerre 1914-1918 ne peut plus dépasser les appareils bureaucratiques renforcés à la faveur même de ces défaites, et le recul du mouvement ouvrier s'accroît de plus en plus.

La crise économique de 1929-1933 crée de nouveau une situation révolutionnaire générale dans laquelle le redressement du mouvement ouvrier devenait possible. Mais la dé-

faite du prolétariat allemand en 1933 brisa à nouveau la courbe ascendante du mouvement ouvrier : depuis lors, malgré le Juin 1936 français et la révolution espagnole de 1936-1938 qui marqua en Europe le point culminant des luttes ouvrières après 1923, la ligne générale est une ligne de recul.

V. — Aujourd'hui, rar le fait de la deuxième guerre impérialiste, il est question de nouveau d'une époque révolutionnaire tout entière.

Infiniment plus que toute autre crise du passé, l'épreuve actuelle de la deuxième guerre impérialiste planétaire, par son ampleur, sa profondeur, ses conséquences, ouvre la période d'une gigantesque crise sociale dans laquelle la pensée révolutionnaire, ordinairement obligée de se développer par un lent travail moléculaire de conscience, marquera de véritables sauts en avant et aura une fois de plus raison des sceptiques et des pessimistes.

En définitive, les lois historiques inévitablement se montreront plus fortes que toutes les forces mécaniques et bureaucratiques qui entravent le processus révolutionnaire conscient.

Une pensée historiquement juste, minutieusement élaborée pendant de longues années, celle des marxistes révolutionnaires russes et allemands, est devenue entre 1917 et 1923 l'expression unique des besoins vitaux, des aspirations et des buts des millions de masses laborieuses sur toute la surface du globe.

Demain, dans des conditions objectives plus favorables que jamais, les idées de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui résument toute l'expérience révolutionnaire des derniers vingt ans, deviendront inéluctablement le seul guide idéologique des masses dans leur lutte pour le socialisme.

## RÉFORMISTES, STALINIENS, CENTRISTES

VI. — La dégénérescence réformiste de la II<sup>e</sup> Internationale avant la guerre de 1914-1918 était le produit du développement organique du capitalisme à cette époque qui a permis, grâce surtout à l'exploitation des colonies, d'élever le niveau de vie du prolétariat européen et américain et de justifier dans une certaine mesure devant les masses l'optimisme de la bureaucratie parlementaire et syndicale en ce qui concerne les capacités économiques du capitalisme.

VII. — La guerre impérialiste survenue peu après le dernier essor économique du capitalisme (1909-1913) dissipa cruellement les illusions réformistes et ouvrit la voie à la renaissance du mouvement révolutionnaire qui se cristallisa après la fin du conflit dans la formation et le développement de la III<sup>e</sup> Internationale.

Grâce à l'action révolutionnaire de cette dernière entre 1919 et 1923, et dans le cadre de la crise générale du capitalisme qui a éliminé en partie la base économique et sociale du

réformisme, la bureaucratie opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale et l'Internationale d'Amsterdam perdirent en grande partie leur prestige auprès des masses et se sentirent obligées de faire appel à la protection ouverte de la bourgeoisie contre l'action et même la critique révolutionnaire.

VIII. — La consolidation relative du réformisme dans la période postérieure à 1923 est rendue possible non pas tant grâce à la restauration d'un équilibre capitaliste important que grâce à la déception profonde, le découragement et la méfiance causées aux masses par la faillite de la III<sup>e</sup> Internationale, consécutive à la dégénérescence bureaucratique de l'Etat Soviétique.

IX. — Cependant l'évolution du capitalisme entre la première et la deuxième guerre impérialiste rendit de plus en plus précaire l'existence du réformisme.

Dans les pays fascistes, la bourgeoisie se débarrassa résolument du luxe de la bureau-

cratie réformiste qui ne pouvait justifier son existence auprès des masses prolétariennes que par la demande de réformes impossibles et illusoirs.

Dans les pays démocratiques, au contraire, favorisés par leur accumulation impérialiste antérieure et par le partage impérialiste du globe à leur avantage qui leur permettait, grâce à l'exploitation de leur domaine colonial, de payer certains frais en échange de la conservation de la "paix sociale", la bureaucratie réformiste continua à jouer son rôle au service de la bourgeoisie démocratique impérialiste.

X. — Avec la déclaration de la nouvelle guerre impérialiste, le réformisme, réduit, depuis l'avènement du fascisme, aux pays "démocratiques", se plaça automatiquement et sans la moindre hésitation, sans la moindre friction intérieure, sur le plan de la défense inconditionnée de la "patrie" démocratique contre le clan fasciste impérialiste adverse. Et cette fois d'autant plus que le réformisme a trouvé en la personne de la bureaucratie stalinienne de la III<sup>e</sup> Internationale un nouveau partenaire et un champion au moins aussi fervent que lui de la politique de l'Union Sacrée.

Cependant, cette guerre ne laissera subsister aucune base économique et sociale appréciable sur laquelle la bureaucratie réformiste puisse de nouveau se consolider. Les vieilles organisations réformistes tenteront sans doute, en Europe, financées et protégées par les bourgeoisies indigènes et surtout par l'impérialisme américain, de sauver encore une fois le capitalisme menacé par la gigantesque vague révolutionnaire que soulèvera la liquidation de la guerre ; elles échoueront cependant fatalement devant l'incapacité absolue du capitalisme d'accorder la moindre réforme apaisante, et devant l'élan irrésistible des masses.

XI. — L'opportunisme de la bureaucratie soviétique ressemble à celui de la bureaucratie réformiste en ce sens que ces bureaucraties parasitaires ouvrières ont toutes deux résolu leur "problème social", grâce au développement des forces productives, respectivement aux pays capitalistes et en U.R.S.S., au détriment de la grande masse prolétarienne.

Mais, tandis que la base économique de la bureaucratie réformiste dans les pays capitalistes devient de plus en plus restreinte, les moyens matériels mis à la disposition de la bureaucratie soviétique, grâce à son administration incontrôlée du système de l'économie planifiée de l'U.R.S.S., sont quasiment illimités et lui permettent d'acquiescer une force mécanique qui dépasse de loin celle que connaît même la meilleure période du réformisme.

La politique de la bureaucratie soviétique est, par conséquent, absolument déterminée par ses conditions sociales, à savoir le souci constant de se maintenir comme caste parasitaire et spoliatrice au détriment de l'émancipation totale et définitive des masses prolétariennes en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes.

XII. — La bureaucratie stalinienne qui, de bonne heure, s'empara de l'appareil de l'Ex-Komintern se développa et se consolida dans les pays capitalistes, d'une part grâce aux

subventions du Kremlin et, d'autre part, dans certains d'entre eux ("démocraties"), grâce aux mêmes sources que la bureaucratie réformiste : les surprofits de l'impérialisme.

Le développement des partis communistes dans les dernières années avant la guerre s'effectua par leur infiltration continue dans les couches petites bourgeoises et dans l'appareil étatique (parlement, municipalités) et les syndicats. La conséquence inévitable de cette évolution fut le renforcement de leur dépendance de l'impérialisme national au détriment, dans une certaine mesure, de leur dépendance traditionnelle de la bureaucratie soviétique.

Tel était le cas du P.C. américain, dont le leader Browder, fidèle soutien électoral de Roosevelt, déclarait que dans une guerre U.S.A.-U.R.S.S. il défendrait son propre pays. Tel est le cas au P.C.F., dont une partie des dirigeants s'est rendue à Hitler (Gitton), l'autre se liant étroitement, à Alger, à la bourgeoisie franco-anglaise.

### QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE D'ALARME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Mai 1940)

« ... La IV<sup>e</sup> Internationale ne se tourne pas vers les gouvernements qui ont poussé les peuples à l'abattoir, ni vers les politiciens bourgeois responsables de ces gouvernements, ni vers la bureaucratie ouvrière qui soutient la bourgeoisie en guerre.

« La IV<sup>e</sup> Internationale se tourne vers les travailleuses et travailleurs, vers les soldats et les marins, vers les paysans ruinés et les peuples coloniaux asservis... »

(Manifeste de la Conférence).

XIII. — Mais, en général, les partis communistes, surtout après l'avènement du fascisme hitlérien et la perspective menaçante de la nouvelle guerre impérialiste, sont devenus l'accessoire de la bureaucratie soviétique dans son jeu de politique extérieure, par lequel elle s'efforçait d'acquiescer l'aide diplomatique de toute ou telle bourgeoisie impérialiste. Ils ont perdu ainsi toute autonomie politique et, par leur bureaucratisation totale, toute capacité de réaction progressive. Simples instruments aux mains de la bureaucratie soviétique, ils acceptaient de s'accommoder dans les métropoles et les colonies à la politique de n'importe quel impérialisme national allié de l'U.R.S.S.

XIV. — Dans cet ordre des faits, l'existence du Komintern est devenue un luxe superflu sinon un obstacle gênant à la normalisation des rapports de l'U.R.S.S. avec l'impérialisme.



La guerre a accéléré la transformation nationaliste des partis communistes et les a définitivement arrachés à tout axe internationaliste.

Le Komintern, mort politiquement depuis longtemps déjà, a été dissous même formellement au moment où les intérêts de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique, tel qu'ils étaient déterminés par l'évolution de la guerre, l'ont exigé.

XV. — Depuis cette date qui a mis fin à l'ex-Internationale de Lénine, l'incorporation des partis communistes dans le jeu politique normal des bourgeoisies nationales connaît chaque jour de nouveaux et de rapides succès. Au moment où la guerre impérialiste entre dans sa phase définitive de liquidation qui s'accompagnera inévitablement d'une gigantesque crise révolutionnaire du régime capitaliste, les partis communistes se soumettent totalement à la tutelle de la politique bourgeoise et sont prêts à participer même à l'exercice de son pouvoir (Alger, Yougoslavie, Italie), ou se dissolvent eux-mêmes pour s'intégrer aux partis gouvernementaux (Amérique).

Ce fait clot le cycle de l'évolution de la bureaucratie bonapartiste stalinienne qui, avant sa chute prochaine, est obligée par les nécessités qu'elle a créées, la guerre et les conséquences qui en résulteront, d'ajuster définitivement sa politique à celle de l'impérialisme vainqueur et de restreindre au minimum son indépendance. Les nouvelles oscillations importantes vers la gauche du stalinisme ne sont possibles que dans le cas, aujourd'hui peu probable, d'une attaque ouverte et concentrée contre l'U.R.S.S. de l'ensemble de l'impérialisme.

XVI. — Sous la pression des nécessités de la bureaucratie stalinienne telles qu'elles résulteront de cette dernière phase du conflit impérialiste et de sa liquidation, à savoir de terminer dans le plus bref délai possible victorieusement la guerre, de conclure une paix aussi avantageuse que possible pour l'U.R.S.S. et la maintenir aussi longtemps que possible pour permettre la reconstruction de l'économie soviétique, les partis staliniens s'acheminent

neront à grands pas vers une composition de plus en plus étroite avec la bourgeoisie démocratique des pays européens et surtout avec ses couches qui seront les plus disposées, pour leurs propres intérêts, à soutenir d'une manière quelconque les buts diplomatiques de la bureaucratie soviétique.

Une nouvelle orientation gauchiste importante est ainsi absolument exclue des oscillations possibles du stalinisme. Par contre, une nouvelle période de politique front-populiste menée à outrance et combinée avec la répression la plus odieuse, à la façon de l'Espagne, des vraies forces révolutionnaires est la seule voie dans laquelle s'engagera la bureaucratie stalinienne avant son renversement.

XVII. — Entre les deux guerres, un certain nombre de courants se sont, sur des bases confuses, détachés des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales. Le Bureau de Londres d'abord, le Front Ouvrier International ensuite, réunirent les plus importants d'entre eux sans jamais cependant n'être autre chose que des amicales de partis disparates : la coopération de ces organisations ne résidait pas sur la base d'un programme commun, mais sur un rapprochement opportuniste entre différentes tendances hétérogènes, venues de tous les coins du centrisme et qui continuaient à jouer avec toutes les couleurs de l'arc-en-ciel opportuniste et d'évoluer chacune dans sa propre direction.

Si un certain nombre d'éléments de ces organisations ont rejoint individuellement les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale les organisations en tant que telles, faute d'une base théorique solide et d'une composition sociale favorable se sont montrées incapables d'évoluer jusqu'au marxisme-léninisme véritable.

La guerre a été fatale à la plupart de ces organisations. Les unes ont dû disparaître par suite de leur hétérogénéité politique et de leurs méthodes social-démocrates de travail, comme ce fut le cas du P.S.O.P. français. D'autres ont trahi, tel le P.O.U.M. dont la direction défend des conceptions d'union nationale tel aussi M. Pivert dont les bons offices n'ont pas été acceptés par le général de Gaulle, à qui il les avait offerts.

de la dégénérescence et de la bureaucratiation progressive de l'U.R.S.S. et de l'Internationale Communiste

XIX. — Née d'abord dans le Parti Bolchevik Russe comme la tendance politique opposée à l'opportunisme bureaucratique de la fraction stalinienne, elle devint, après 1927, année à laquelle éclata la crise du Parti Bolchevik, un courant idéologique international qui fut historiquement l'unique expression du mouvement marxiste révolutionnaire conséquent dans cette période.

XX. — Sa stagnation numérique, ses défaites, son isolement politique, n'étaient en définitive que le reflet de la stagnation, des défaites et des insuccès du mouvement prole-

tarien dans son ensemble. Les victoires que remporta en particulier contre elle la bureaucratie stalinienne, n'étaient obtenues que grâce à l'emploi abusif de la force mécanique de l'appareil bureaucratique, avantageusement camouflé derrière le prestige révolutionnaire de l'U.R.S.S. devant les masses ; grâce aussi au manque d'expérience de celles-ci, de leur affaiblissement moral et idéologique consécutif à la longue série des défaites qu'elles ont subies, et dont le grand organisateur fut précisément la bureaucratie stalinienne.

XXI. — Jusqu'à l'avènement du fascisme allemand au pouvoir l'Opposition Internationale de Gauche lutta pour le redressement de l'Internationale Communiste sur la base de la politique exprimée dans ses quatre premiers congrès. Cette attitude était en partie justifiée par l'attachement des grandes masses prolétariennes aux partis communistes officiels, par leur manque d'expérience suffisante sur la nature du centrisme bureaucratique stalinien, ainsi que par le fait que ce dernier restait sensible, dans une certaine mesure, à la pression de la classe ouvrière en U.R.S.S. et dans le monde capitaliste et capable par moments de réagir dans le sens indiqué, — quoique naturellement d'une manière beaucoup moins conséquente et altérée par sa nature bureaucratique, — par le programme de l'Opposition de Gauche.

Mais « l'ignoble capitulation du Komintern en Allemagne, tacitement acceptée par toutes ses sections, posa ouvertement la question de la nécessité d'édifier la IV<sup>e</sup> Internationale » (Trotsky).

Le Komintern s'était montré politiquement mort, dans l'épreuve historique la plus décisive de la période d'après-guerre et la seule issue possible pour le mouvement révolutionnaire qui n'accepterait pas le suicide politique était de s'engager résolument dans la voie de la reconstruction de l'organisation internationale de la classe ouvrière.

XXII. — Le mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale, commencé en 1933, était le prolongement nécessaire de l'Opposition Internationale de Gauche, dans les nouvelles conditions de l'aggravation de la crise capitaliste, la préparation fébrile de la nouvelle guerre mondiale et la décomposition définitive de la III<sup>e</sup> Internationale.

XXIII. — En 1933, devant la perspective de l'approche rapide de la guerre, et sur la base d'un programme idéologique et politique solide ainsi que d'un nombre restreint mais nullement négligeable de cadres formés à peu près dans tous les pays capitalistes, la IV<sup>e</sup> Internationale tint son premier Congrès constitutif.

La proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale fut une nécessité impérieuse dictée, d'une part par l'absence sur l'échelle internationale de toute organisation révolutionnaire, et d'autre part de l'éclatement imminent de la guerre impérialiste dans laquelle il fallait fournir aux masses une ligne politique juste, ainsi qu'un pôle d'attraction qui faciliterait le regroupement idéologique et organisationnel des forces révolutionnaires que libérerait inévitablement la guerre.

La IV<sup>e</sup> Internationale reste l'expression du processus révolutionnaire de notre époque

qui n'admet pas d'interruption, liant son avenir au sort du mouvement ouvrier pendant la guerre impérialiste actuelle et la gigantesque crise révolutionnaire qui, à son issue, décidera du sort de l'humanité pour une époque entière.

La constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1933, ne signifiait nullement que ses partis se considéraient, désormais, comme les partis définitifs de la classe ouvrière. C'est ainsi que l'Internationale invitait la même année sa section française à entrer dans le parti centriste P.S.O.P.

Mais l'Internationale voulait montrer par là que la simple affirmation doctrinale est impuissante à faire pénétrer la doctrine marxiste-léniniste dans les masses en mouvement, et aussi bien dans leur avant-garde, et que c'est en participant aux luttes et aux mouvements des masses, en s'efforçant de réagir sur eux comme parti, que les militants bolcheviks-léninistes peuvent jouer leur rôle de promoteurs de véritables partis de masse. C'est pourquoi le document issu de la Conférence Internationale de 1933 fut précisément le programme de transition, qui ouvrait aux militants de la IV<sup>e</sup> Internationale la route vers l'intervention directe dans le mouvement des masses. Aujourd'hui la mise en œuvre systématique de ce programme et son adaptation aux luttes présentes est la pierre de touche qui permettra de distinguer les perroquets sectaires des bolcheviks-léninistes.

## Faiblesses et erreurs

XXIV. — Au commencement du conflit impérialiste, comme il était attendu par ailleurs, les masses, prises à l'improviste, désorientées, trahies par les partis réformistes et staliniens, se soumettaient à la pression de l'appareil gouvernemental et de l'atmosphère chauvine de l'Union Sacrée. Les faibles sections de la IV<sup>e</sup> Internationale se sentirent nécessairement isolées, et combattirent dans des conditions particulièrement difficiles, sans pouvoir toujours surmonter en elles l'influence idéologique ennemie.

XXV. — On ne saurait, en effet, méconnaître les faiblesses organiques qui sont inhérentes à la formation et au développement historique du mouvement dont est sortie en définitive la IV<sup>e</sup> Internationale, ni passer sous silence les fautes politiques commises au cours de cette guerre. Créée dans une période générale de recul du mouvement ouvrier et du fractionnement de la lutte révolutionnaire, la IV<sup>e</sup> Internationale fut inévitablement handicapé dans son développement immédiat.

Sous le drapeau de l'Opposition Internationale de Gauche, se sont réfugiés à diverses époques, non seulement les éléments révolutionnaires marxistes qui s'opposaient sincèrement à la politique opportuniste de la bureaucratie stalinienne, mais aussi d'antistaliniens petits bourgeois, des intellectuels dilettantes et d'autres éléments disparates épisodiquement attachés à la cause révolutionnaire. Le manque d'un travail actif constant, contrôlé parmi les masses, ainsi que des méthodes organisationnelles saines et qui com-

## LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

### La formation de la IV<sup>e</sup> Internationale

XVIII. — La IV<sup>e</sup> Internationale est sortie du mouvement de l'Opposition Internationale de Gauche dans laquelle se cristallisa après la mort de Lénine l'aile prolétarienne de la III<sup>e</sup> Internationale.

Entre 1923-1933, pendant dix ans entiers, le mouvement de l'Opposition de Gauche exprima dans sa plateforme l'application et le développement de la doctrine marxiste-léniniste, dans les conditions historiques nouvelles de l'époque impérialiste d'après-guerre, du déclin rapide du capitalisme, du fascisme,



pléteraient harmonieusement le travail critique, favorisera cette coexistence hétérogène et, dans certains pays et à certains moments, imprègnait profondément le mouvement de l'opposition d'un caractère de dilettantisme et de verbalisme petit bourgeois opportuniste ou sectaire.

XXVI. — Les crises fréquentes, l'intellectualisme, le fractionnisme, qui ont marqué souvent le développement de ce mouvement sont en partie la conséquence de cette composition sociale et politique défectueuse et qui empêcha pour longtemps d'exploiter avantageusement les possibilités objectives réelles offertes au développement politique et organisationnel de l'Opposition de Gauche, d'abord, et ensuite de la IV<sup>e</sup> Internationale. Regardant toujours le côté purement politique de son travail critique envers le stalinisme et les autres tendances opportunistes et centristes dans le mouvement ouvrier, notre mouvement a perdu souvent de vue

résultat et aussi, dans une certaine mesure, une autre cause de l'impuissance générale de notre tendance.

Les conditions particulières d'existence de L. Trotsky, qui le retenaient en dehors de la vie réelle de nos sections, empêchèrent d'autre part un travail collectif réciproquement contrôlé et efficace de direction, qui saurait donner une solution plus politique qu'administrative aux questions posées à maintes reprises par la crise des forces de l'opposition dans les différents pays.

XXIX. — C'est surtout pendant la guerre actuelle que le mouvement de la IV<sup>e</sup> Internationale a subi l'épreuve la plus difficile et la plus décisive. Sur la base des principes internationalistes, il s'agissait de se défendre, d'une part contre le danger de contagion de l'épidémie nationaliste et patriotique qui, au commencement, s'empara des masses, et d'autre part, contre la terreur de la bourgeoisie.

Sous la pression des conditions créées après la défaite de l'impérialisme français en France et ailleurs, on a pu constater un fléchissement certain dans la conduite internationaliste de certaines sections, en premier lieu de la section française qui exprima souvent à travers sa politique quotidienne l'influence nationaliste des masses petites bourgeoises exaspérées par la défaite de leurs maîtres impérialistes.

La position prise par la section française sur la question nationale, et les thèses sorties au nom du Secrétariat Européen de la IV<sup>e</sup> Internationale, contrôlé à cette époque exclusivement par des camarades français, représentent une déviation social-patriotique et qui doit être une fois pour toutes ouvertement condamnée et rejetée comme incompatible avec le programme et l'idéologie générale de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Au lieu de distinguer entre le nationalisme de la bourgeoisie vaincue, qui reste une expression de ses préoccupations impérialistes, et le "nationalisme" des masses, qui n'est qu'une expression réactionnaire de leur résistance contre l'exploitation de l'impérialisme occupant, la direction du P.O.I. considéra comme progressive la lutte de sa propre bourgeoisie, ne se distanciant de prime abord du gaullisme et se contenta de lui donner une forme terminologique plus "révolutionnaire". En mettant la bourgeoisie française, impérialiste et vaincue, sur le même pied que la bourgeoisie des pays coloniaux, la direction du P.O.I. acquit une conception complètement fautive de la question nationale et répandit de dangereuses illusions quant au caractère des organisations nationalistes qui, loin de pouvoir constituer "d'alliés" hypothétiques pour le prolétariat révolutionnaire, se révélèrent comme l'avant-garde contre-révolutionnaire de l'impérialisme.

De même, en partant du point de vue entièrement juste de la nécessité pour le parti révolutionnaire de se mêler à la lutte des masses et d'arracher de larges couches de la classe ouvrière à l'influence néfaste du nationalisme, la direction du P.O.I. se laissa entraîner dans de dangereuses concessions idéologiques et tactiques, et ne comprit pas que la première condition pour la conquête des masses, consistait dans le langage limpide et révolutionnaire de la lutte de classe internationaliste, en opposition au langage confus et traité du social-patriotisme.

Il faut cependant ajouter que, si cette condamnation d'une déviation centriste et droite s'impose, la IV<sup>e</sup> Internationale doit également condamner avec la dernière énergie la déviation sectaire "de gauche" telle qu'elle se manifesta par exemple à travers la politique du C.C.I. en France, dans la question nationale, qui, sous prétexte de garder intact le patrimoine internationaliste du marxisme-léninisme, se refusa obstinément à distinguer le nationalisme de la bourgeoisie du mouvement de résistance des masses.

En condamnant la lutte des masses prolétariennes et petite bourgeoisie pour leurs intérêts quotidiens comme "réactionnaire et nationaliste", du moment que cette lutte se dirige contre l'impérialisme occupant et sous le couvert de mots d'ordre petits bourgeois, le sectarisme paralyse précisément les efforts révolutionnaires pour combattre l'idéologie nationaliste et se coupe automatiquement de la lutte réelle des larges masses.

Cependant, la déviation social-patriotique fut, dès le commencement, énergiquement contrecarrée par la résistance saine de la base révolutionnaire de la section française ainsi que par le reste de l'organisation internationale.

## Les perspectives de la IV<sup>e</sup> Internationale

XXX. — Seule la IV<sup>e</sup> Internationale mène ouvertement son auto critique bolcheviste et seule elle défend inflexiblement les intérêts historiques du prolétariat et du socialisme; elle acquiert ainsi dans le combat, où elle a sacrifié jusqu'à maintenant un nombre important de ses meilleurs et de ses plus vaillants militants, la plus éclatante justification historique de l'opportunité de sa proclamation et de la nécessité de son existence.

Autour d'elle, les organisations réformistes, stalinienne et centristes pourrissent dans les eaux stagnantes des marais de l'Union Sacrée, du chauvinisme à outrance, de la confusion et de l'incompréhension théorique et politique complète.

L'afflux révolutionnaire qui commence à jaillir de toutes les fissures et les brèches que la guerre provoque de plus en plus abondamment dans toute la structure de l'édifice capitaliste passera en définitive inévitablement en dehors des cadres des vieilles organisations.

XXXI. — La IV<sup>e</sup> Internationale, qui vit aujourd'hui dans la conscience et la pratique d'un nombre restreint de militants d'avant-garde, sera demain le confluent de tous les processus révolutionnaires qui s'accompliront dans les masses et qui, par des voies diverses, selon leur origine, l'expérience acquise, le moment, feront en définitive siennes les idées et le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ses forces réelles qui se trouvent déjà disséminées surtout dans les masses vierges, et qui se cherchent, se regroupent en petits ou grands noyaux, en tendances, fractions,

organisations ou partis, mêlées aux forces de nos sections actuelles là où elles existent, sans elles là où elles n'existent pas, se cristalliseront nécessairement demain autour de son drapeau.

La formation des partis révolutionnaires de demain sera en effet l'aboutissement d'une série plus ou moins longue de regroupements successifs des forces actuelles de la IV<sup>e</sup> Internationale avec les nouvelles forces qui jailliront du mouvement révolutionnaire des masses.

S'il n'est pas exclu que les vieilles organisations réformistes, stalinienne et centristes connaîtront pendant une courte période un développement passager plus ou moins important, on ne saurait cependant concevoir que l'élan révolutionnaire des masses puisse s'encadrer pour longtemps dans l'opportunisme et le bureaucratisme propre à ces organisations et dans la politique traître qu'elles continueront à appliquer pour éviter au capitalisme son renversement révolutionnaire.

XXXII. — Les nouveaux partis de la IV<sup>e</sup> Internationale recruteront leur plus fort contingent dans les jeunes forces révolutionnaires qui jailliront de sources nouvelles en dehors des anciennes organisations.

Des éléments nouveaux isolés ou groupés évolueront, sous la pression des conditions révolutionnaires que créera la liquidation de la guerre et en l'absence de tout autre pôle d'attraction, vers les positions programmatiques de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cette évolution sera sans doute marquée au début par des tatonnements, des hésitations et une confusion idéologique plus ou moins grande de ces nouvelles tendances centristes qui se détacheront du mouvement des masses.

XXXIII. — La IV<sup>e</sup> Internationale tout en gardant la plus ferme attitude idéologique envers ces tendances centristes, doit apprécier leur caractère progressif et tâcher par tous les moyens de faciliter leur passage définitif dans ses rangs. Elle doit en particulier éviter de prendre envers ces courants une attitude professorale, sectaire et dogmatique, et montrer, par son travail pratique, par son autoritarisme sérieux et sincère, par son régime intérieur sain, qu'elle possède toutes les garanties politiques d'une tendance prolétarienne appelée par l'histoire à jouer le rôle du centre d'assimilation pour tous les courants révolutionnaires progressifs.

Pour accomplir cette tâche, la IV<sup>e</sup> Internationale est obligée dès maintenant d'achever sa préparation idéologique et organisationnelle et d'affirmer sérieusement tout ce qui concerne en particulier la composition sociale de ses sections, le recrutement, l'éducation des membres et les méthodes d'organisation et de fonctionnement intérieur et extérieur.

XXXIV. — Elle doit impitoyablement extirper de ses rangs les éléments dilettantes et verbalistes qui altèrent par leur mentalité et leur pratique petite bourgeoise le caractère révolutionnaire de l'organisation et compromettent son prestige politique parmi les masses.

## QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE D'ALARME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Mai 1940)

« ... Aujourd'hui il n'est plus question, comme ce fut le cas au cours du XIX<sup>e</sup> Siècle, d'assurer simplement un développement plus rapide et plus sain de la vie économique. Il s'agit aujourd'hui de sauver l'humanité du suicide. C'est précisément le caractère aigu du problème historique qui dérobe complètement le sol sous les pieds des partis opportunistes. Au contraire, le parti de la Révolution trouve une source de puissance inépuisable dans la conscience du fait qu'il réalise une inextinguible nécessité historique... »

les problèmes qui se rattachent à notre propre organisation, à sa composition sociale, à son travail pratique constant, contrôlé parmi les masses, au recrutement, à la sélection et à l'éducation des membres, aux méthodes précises d'organisation et de fonctionnement.

XXVII. — Des tendances opportunistes ou sectaires s'infiltrèrent ainsi dans nos propres rangs, et qui se manifestèrent à diverses occasions même sur le plan purement politique par des déviations et des fautes, exprimant l'influence petite bourgeoise.

XXVIII. — La crise permanente de la direction de notre mouvement pendant toute cette époque, manifestée par l'incapacité de former une équipe dirigeante relativement stable, homogène et dotée d'une personnalité propre autre que celle de L. Trotsky, était à la fois le



## Les tâches

### de la nouvelle étape

XXXV. — Restée jusqu'à maintenant avant-garde de l'avant-garde, la IV<sup>e</sup> Internationale s'intéressa surtout aux problèmes de la politique générale du mouvement révolutionnaire et particulièrement aux problèmes qui la délimitent comme tendance distincte des autres courants ouvriers. Mais l'heure qui vient avec la liquidation du conflit actuel sera l'heure de la transformation de la IV<sup>e</sup> Internationale en organisation de masse.

Cette transformation implique, dès maintenant le transfert de notre politique sur le plan concret sur lequel, en partant de notre programme général, nous devons attirer, éduquer et organiser dans chaque pays les masses révolutionnaires.

XXXVI. — Dans l'espace de temps limité qui nous reste encore jusqu'à l'éclatement et l'épanouissement de la gigantesque crise révolutionnaire qui jaillira du conflit impérialiste actuel, la IV<sup>e</sup> Internationale doit accomplir une véritable révolution intérieure relativement à ses conceptions concernant le travail politique dans les masses et l'organisation du Parti.

Cela implique, en premier lieu, qu'une conception nouvelle de leur activité doit imprégner tous les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale et une foi sans borne doit les animer et les convaincre des immenses possibilités de travail qui s'ouvrent devant eux et qui transformeront de fond en comble la physiologie, le rythme et les tâches des sections actuelles. La tâche de créer dès maintenant le climat psychologique et la mentalité appropriée au caractère de l'époque révolutionnaire qui s'ouvre est primordiale.

XXXVII. — La période qui vient sera marquée par l'irruption tumultueuse des masses dans l'arène politique, par la renaissance de toutes les organisations de classe, par l'emploi des formes les plus diverses de lutte, de la grève jusqu'à l'insurrection armée.

Toutes les couches laborieuses entreront dans le cycle d'une activité fébrile et dans la lutte. Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, nécessairement habitués jusqu'à présent à un travail simple de préparation idéologique et d'agitation restreinte, seront appelés demain à accomplir les tâches les plus diverses : agitateurs, meneurs et organisateurs inlassables, ingénieux, audacieux et persévérants des masses en révolte.

Ils ne seront, d'autre part, capable de s'accherer solidement aux différentes couches laborieuses, qu'en ayant dès maintenant étudié dans chaque pays toutes les questions particulières posées par la situation spécifique de chaque couche, traçant pour chacune d'elles une ligne politique claire, et travaillant pratiquement dans le sens d'un véritable parti de masses. La question syndicale agraire, coloniale, celle des minorités nationales et de la petite bourgeoisie citadine doivent être dans chaque pays étudiées d'une façon concrète et liées ingénieusement au problème central de la lutte pour le pouvoir ouvrier et la révolution socialiste.

XXXVIII. — L'attention principale, cependant, doit être portée vers la conquête des masses prolétariennes qui tiennent entre leurs mains les principaux leviers de la production industrielle et de la vie économique.

Chaque organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut avoir autre mesure de ses progrès réels que l'infiltration et les conquêtes réalisées dans les milieux ouvriers. Pour atteindre ce but fondamental qui seul élèvera les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale au rang des organisations prolétariennes, qui modifiera radicalement leur composition sociale actuelle défectueuse et qui permettra d'influencer ensuite les autres couches laborieuses de la ville et de la campagne, chaque organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale doit, dès maintenant, élaborer un plan concret adéquat et diriger passionnément et avec persévérance toute l'activité quotidienne des militants vers les usines.

C'est en cette direction seulement que la composition sociale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale changera de fond en comble et permettra la construction des organisations liées réellement avec la meilleure partie de la classe ouvrière et composées d'une majorité absolue de véritables membres prolétariens.

XXXIX. — Non seulement politiquement mais organisationnellement aussi, les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent, dès maintenant, se proposer pour leur travail de masses et l'abandon résolu de toute tendance sectaire, de tout conservatisme et de tout lien dû à la force d'inertie et aux vieilles habitudes plus ou moins enracinées avec un passé dénitivement révolu.

XL. — Le Parti de demain, construit sur la base idéologique de la IV<sup>e</sup> Internationale avec ses cadres actuels et ceux qui sortiront des mouvements révolutionnaires des masses, doit être un parti de composition prolétarienne, d'éducation marxiste, de structure illégale et de fonctionnement intérieur basé sur des principes sains de centralisme démocratique.

Le Parti recrutera ses forces surtout, et dans une majorité absolue, dans les milieux avancés du prolétariat. En aucun cas, le pourcentage des membres non prolétariens ne doit dépasser une limite fixée une fois pour toutes. Ceux qui acquièrent le titre de membre du parti doivent obligatoirement passer avant par un stage suffisant de préparation idéologique et pratique, et de contrôle moral. Un programme précis d'éducation marxiste générale et d'éducation politique concrète doit être établi par chaque organisation pour ses membres stagiaires.

L'organisation de la Jeunesse doit être distincte du parti tout en collaborant étroitement avec ce dernier. Le Parti doit rester une organisation de l'avant-garde de la classe ouvrière, une élite capable, dans son ensemble, de diriger la classe ouvrière vers ses buts historiques. Il est, en effet, mille fois préférable de se contenter d'une organisation de parti restreinte du point de vue membres, mais qui seront tous, en général, capables d'élaborer en commun la politique du parti, que de construire une organisation numériquement beaucoup plus forte, mais au détriment du niveau idéologique et politique de ses membres.

Le Parti, malgré son organisation numérique restreinte peut exercer son influence

sur la classe ouvrière à travers les multiples formes organisationnelles de ses sympathisants (syndicaux, artistiques, intellectuelles, de Secours Rouge, etc...).

XLII. — Le Parti, véritable État-Major de la classe ouvrière dans les durs combats qui s'annoncent et dans lesquels la bourgeoisie emploiera tous les moyens de ruse, de répression et de terreur pour venir à bout de la révolte des masses, doit être construit sur une base illégale, même là où en apparence et épisodiquement la situation permet la plus grande activité légale.

Dans certains pays, le climat démocratique d'avant-guerre a créé même dans nos rangs une mentalité de négligence et de légèreté propres aux organisations réformistes. Dans la terreur qui accompagne aujourd'hui la guerre, nous avons eu plus d'une fois à payer le lourd tribut dû à cette mentalité néfaste.

Chaque section de la IV<sup>e</sup> Internationale doit constamment réviser et améliorer son organisation illégale et chasser impitoyablement de ses rangs les éléments dilettantes, insensibles et indifférents à cet aspect fondamental du caractère révolutionnaire de nos organisations.

XLIII. — Le Parti doit être, dans son ensemble, capable d'assumer périodiquement les tâches de direction et d'exécution. Aucune spécialisation dans son sein ne doit tendre vers la formation d'une équipe de chefs, constituant son Comité Central, pratiquement interchangeable faute d'autres cadres capables, et d'une masse de membres plus ou moins amorphe et passive.

La tendance doit être au contraire de faire passer aux postes exécutifs la totalité des membres du Parti, et de maintenir le niveau idéologique et politique général du Parti, aussi haut que possible, en recrutant et en éduquant ses membres avec une attention particulière.

XLIII. — Réagissant contre la décentralisation et l'indiscipline abusive des partis sociaux-démocrates d'avant-guerre, la III<sup>e</sup> Internationale mit l'accent sur le centralisme et la discipline ferme qui doit caractériser le régime intérieur des partis révolutionnaires. Cependant la déformation de la doctrine léniniste par les épigones qui ont bureaucratifié les organisations prolétariennes et ont érigé en principe la direction incontrôlée d'en haut

du mouvement ouvrier, oblige la IV<sup>e</sup> Internationale à reprendre la lutte pour un régime intérieur conforme à la démocratie prolétarienne. Celle-ci implique « la suprématie de la masse sur ses mandataires », et que la direction nécessairement centralisée soit cependant exercée par la volonté et la participation active de tous à l'élaboration politique commune.

### Les gages de la victoire

XLIV. — Seule une intelligence éveillée et une foi inébranlable aux immenses possibilités révolutionnaires que créera la liquidation de la guerre, ainsi qu'à la puissance idéologique du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, pourra venir à bout des forces de résistance, d'inertie, de conservatisme, héritage nécessaire d'une époque révolue, qui entraveront encore notre action, et qui nous empêcheront de sortir résolument de notre stagnation vers le mouvement des masses.

Vingt années de luttes des bolcheviks-léninistes doivent aboutir demain à mettre la IV<sup>e</sup> Internationale à la tête de la gigantesque montée révolutionnaire des masses. Mais ce processus ne sera toutefois pas automatique. Il restera entièrement déterminé, et jusqu'au dernier moment, par notre effort conscient et inlassable d'être chaque fois à la hauteur des événements et des tâches nouvelles.

C'est à ce prix seulement que la IV<sup>e</sup> Internationale, forte de son programme qui résume toute l'expérience du mouvement révolutionnaire, et forte de ses méthodes d'organisation et de travail, peut envisager avec une confiance entière l'avenir. Placée à la tête des masses prolétariennes à un moment où le rythme de l'histoire ne cessera de s'accélérer, elle tâchera cette fois-ci de toutes ses forces de faire assimiler au prolétariat l'expérience historique des événements et de le conduire inflexiblement vers la révolution et le socialisme.

### QUATRIÈME ANNIVERSAIRE

### DE LA CONFÉRENCE D'ALARME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Mai 1940)

« ... Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale ; nous expliquons aux ouvriers l'opposition irréconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme assoiffé de sang ; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme ; nous travaillons à l'union des ouvriers de tous les pays belligérants et neutres ; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays, ainsi qu'à la fraternisation des soldats avec les soldats du côté opposé du front ; nous mobilisons les femmes et les jeunes contre la guerre ; nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, dans les manufactures, dans les villages, dans les casernes, au front et sur la flotte... »



# L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

**L**e déplacement de l'axe économique mondial de l'Europe vers l'Amérique, qui suivit la guerre de 1914-18, ébranla la base de toutes les puissances impérialistes européennes, tant vaincues que victorieuses.

Le marasme de l'économie française et la stagnation de la production s'aggravèrent entre les deux guerres, les secousses sociales y devinrent de plus en plus violentes, tandis que les possibilités de concessions s'amenuisèrent et que la ruine financière s'agrandit. La décadence du système capitaliste, sa crise incurable, se traduisirent dans le freinage des forces productives et dans l'instabilité des rapports sociaux : la guerre mit complètement à nu ces signes de décomposition avancée.

La défaite rapide et l'occupation de la métropole, et plus tard des colonies, révélèrent des contradictions que les marxistes révolutionnaires avaient décelées et analysées dès le lendemain de l'autre guerre impérialiste.

« En apparence, c'est la France qui, de tous les pays, s'est accrue en puissance, note la "Résolution sur le Traité de Versailles, adoptée par le IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., en 1922. En réalité, ajoute ce texte, la base économique de la France, sa petite population diminuant de plus en plus, son énorme dette intérieure et extérieure et sa dépendance à l'égard de l'Angleterre ne donnent pas un fondement suffisant à sa soi-disant expansion impérialiste.

« Sous le rapport de sa puissance politique elle est gênée par la maîtrise de l'Angleterre sur toutes les bases navales importantes, par le monopole du pétrole détenu par l'Angleterre et l'Amérique. Sous le rapport économique, son enrichissement en minerai de fer, procuré par le Traité de Versailles, perd sa valeur du fait que les mines correspondantes de charbon du bassin de la Ruhr sont restées à l'Allemagne. L'espoir de remettre de l'ordre dans les finances ébranlées de la France avec l'aide des réparations payées par l'Allemagne est apparu illusoire. La dépréciation du franc, provoquée consciemment par certains milieux de la grande industrie française, constituera un moyen de rejeter sur les épaules du prolétariat français les charges de la guerre après que l'œuvre de la paix de Versailles sera apparue impraticable. »

Ces lignes de 1922 contiennent, en un raccourci saisissant, les éléments essentiels qui ont dominé la vie politique et économique de la France impérialiste dans l'entre-deux guerres et donnent en outre les traits fondamentaux de la figure politique de l'impérialisme français dans la période actuelle de la débâcle. Depuis 1914, les impérialismes cherchent à se jeter les uns sur le dos des autres le krach qui menace leurs économies respectives :

La "victoire" d' alors n'a rien résolu de ce point de vue, comme une telle "victoire" ne résoudrait rien aujourd'hui. Le problème qui est posé pour sortir de

la crise chronique, du crouppissement de l'industrie malgré le développement de certaines branches, de la désorganisation agraire et de l'ébranlement de l'ensemble de l'économie, n'est pas celui de la "victoire" d'une bande de brigands impérialistes sur d'autres brigands impérialistes, mais celui du renversement du capitalisme pourissant par la révolution prolétarienne.

L'exemple vivant de la France montre parfaitement que la crise de l'impérialisme n'est pas une crise de conjoncture mais de structure. L'appétit impérialiste de la France se montra au-dessus de ses moyens quoiqu'elle espérait y trouver la solution de son propre krach. Les 20 années d'équilibre instable qui suivirent montrèrent que cette immense construction reposait, comme le dit un conte russe, sur des pattes de poulets.

Pour conjurer la ruine financière, l'oligarchie impérialiste tenta de jeter le poids de ses dettes sur les épaules de la classe ouvrière et de la paysannerie ; le franc de 20 sous devint le franc de 42 sous (Poincaré), de 8 sous (Auriol) et ensuite le franc flottant ouvrant la soupape de la hausse des prix.

Après quelques poussées désordonnées et l'«aubaine» de la reconstruction des régions dévastées, l'industrie crouppit dans les eaux stagnantes de la crise à partir de 1930, et même la voie d'une reprise artificielle en vue de la guerre lui fut fermée, d'abord parce que l'impérialisme français, fidèle à sa tradition, ne s'aventura pas à investir, même en partie, son or (comme en Amérique), ensuite parce qu'il ne put pratiquer la voie allemande, puisqu'il n'avait pas pu briser la classe ouvrière. Instable et chancelant, il entra complètement désorganisé dans la deuxième guerre impérialiste.

## LES CAUSES DE LA DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le fait que le rapport des forces entre l'impérialisme français et l'impérialisme allemand se soit modifié dans l'entre-deux guerres au point que la France soit battue et défaite presque sans guerre, tandis que l'impérialisme allemand soutint le poids de la plus grande coalition de l'histoire, a fait naître, même dans les rangs de l'avant-garde, toute une série d'appréciations fausses, aussi bien sur le caractère de l'impérialisme français que sur le fond même du problème, celui de l'impérialisme.

La défaite et l'occupation n'étaient-elles pas le signe évident que la France avait cessé d'être une

puissance impérialiste puisqu'elle perdait, — en apparence du moins, — aussi bien la direction de son économie que celle de sa politique métropolitaine et coloniale ? » Poser ainsi le problème, c'est vider la notion de l'impérialisme de toute sa substance pour la réduire à une abstraction.

Lénine définit l'impérialisme comme « l'étape du capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage du territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Quelle place occupe la France dans ce stade de développement et quelles sont ses caractéristiques ?

La France est depuis longtemps soumise à la « domination des monopoles et du capital financier » et a donné depuis longtemps le signe de la maturité excessive de son impérialisme, se traduisant précisément par l'exportation massive de ses capitaux : l'impérialisme français a pratiqué avant l'Amérique l'usure internationale à une échelle telle que seule l'Amérique peut lui être comparée.

« A la différence de l'impérialisme anglais, qui est colonisateur, écrit encore Lénine, l'impérialisme français peut être appelé usurier. En Allemagne c'est une troisième variante : ses colonies sont peu considérables et ses capitaux se répartissent le plus également possible entre l'Europe et l'Amérique (du Sud). »

Ces caractères différents ont conditionné des résultats différents : l'industrie française n'a jamais été poussée au point atteint par l'industrie anglaise ou allemande et la fameuse devise française de "l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie" ne traduisit pas seulement la fuite des capitaux devant le manque de charbon (et de pétrole), base de toute industrialisation complète, mais aussi une maturité précoce et la recherche des placements avantageux dans les pays plus arriérés.

Devant l'appareil industriel allemand dont le pivot est le charbonnage de la Ruhr, devant l'industrie an-

### QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE D'ALARME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Mai 1940)

« ... En opposition à la II<sup>e</sup> et à la III<sup>e</sup> Internationales, la IV<sup>e</sup> Internationale édifie sa politique non pas sur les fortunes militaires des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes gouvernantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. Les défaites sur le front, la destruction des capitaux nationaux, les occupations de territoires, la ruine des Etats individuels ne représentent de ce point de vue que des épisodes tragiques dans la voie qui mène à la reconstruction de la société moderne... »

glaise dont le fondement est le charbonnage du centre et de l'ouest, l'appareil industriel français est nettement inférieur ; mais même l'impérialisme britannique n'a étendu sur l'Europe des mailles si nombreuses d'obligations et de créances que ne l'a fait l'impérialisme français.

Les exportations des capitaux anglais ont eu pour terrain l'exploitation de l'empire colonial le plus vaste et le plus riche : si l'industrie anglaise crouppit et stagne elle aussi, l'équilibre reste maintenu par des réserves, un empire agrandi malgré ses tendances centrifuges, une flotte hier encore sans rivale.

L'impérialisme allemand a suivi un autre chemin et son "rétablisement" fut rendu possible non seulement à cause de l'incapacité de l'impérialisme français à bénéficier de sa victoire mais surtout à cause d'un formidable appareil industriel dégrévé de toute dette intérieure par la ruine massive de la petite bourgeoisie (dévaluation totale du mark en 1923), remis en marche par l'absorption des capitaux américains et soutenu à un niveau de production très élevé par l'écrasement de la classe ouvrière et son maintien sous la dalle du fascisme.

Le caractère de l'impérialisme français, — usurier, comme le nomme Lénine, — l'a rendu plus vulnérable à ses rivaux et lui a enlevé les moyens de surmonter, même superficiellement, sa crise structurelle.

Sa victoire de 1919 ne lui fournit pas les possibilités de reconstruire son économie et jamais l'impérialisme français n'aurait pu le faire : cette tâche de tirer la France de son crouppissement revient à la classe ouvrière ; la seule solution que pouvait concevoir la bourgeoisie battue et réactionnaire c'était de se construire sa muraille de Chine, dite ligne Maginot, pour défendre ses comptoirs et continuer à jeter ses capitaux dans le chemin rentable des prêts à l'étranger. Mais même sur cette voie le résultat fut périéclité par la désorganisation du marché mondial et par l'écrasement du système de Versailles.

« L'exportation du capital, écrit encore Lénine, une des bases essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers envers la production, donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies transocéaniques. »

L'Angleterre souffrit moins du périéclitément de ses avoirs puisque ceux-ci se trouvaient essentiellement dans son circuit colonial. Le cas de l'impérialisme français fut différent : sur les 45 milliards de francs-or exportés à l'étranger, 25 % furent prêtés à la Russie, 13 % à la Turquie, 23 % aux autres pays européens, 9 % allèrent aux colonies, 13 % en Amérique latine. Plus de la moitié de ces prêts furent perdus à la suite de la perte du marché russe et de la désorganisation permanente du marché mondial.

Pourtant, en saignant les colonies et en exploitant la métropole, la France jeta de nouvelles sommes dans le circuit mondial, après 1919, et, si les résultats furent moins "heureux" (l'entrée annuelle des bénéfices de ses investissements et de ses prêts s'élevaient à 9 milliards avant 1914, à 4 milliards avant 1939), la France impérialiste garda entièrement son caractère d'usurier européen : mieux que partout ailleurs, le capitalisme se montra ici un frein insurmontable à la progression du pays et de ses forces productives.

Une fois entrée dans la crise de 1930, elle y resta sans pouvoir en sortir. La "politique économique" de 1936-39 est un monument de contradictions inconciliables : les phrases sur "l'élévation du pouvoir d'achat" s'accompagnent d'une frénésie de hausse des prix ; les cadres de la "Troisième République" craquent à toutes les jointures, tandis que la bourgeoisie hésite encore à s'engager résolument dans la voie du fascisme et que le prolétariat piétine, freiné par une direction traître.



L'économie délabrée montre même aux aveugles l'incapacité de la bourgeoisie à se tirer du marasme : dans la période qui précède la guerre actuelle, l'indice de production indique une baisse nette par rapport même à celui d'avant 1914. Sur la base de 1913 = 100, l'indice de production, qui était à 57 en 1919, remonta à un niveau de 1913 en 1924, toucha au plus haut en 1930 avec 140, pour atteindre une moyenne de crise de 92, même en 1938.

L'agriculture, paralysée par les concurrences américaine, russe, balkanique, et même coloniale, arriérée dans ses méthodes de production et handicapée par les ciseaux entre les prix industriels et les prix agricoles, provoque l'exode des campagnes (la population agricole tombe de 54% à 48%, sans une contre-partie effective d'industrialisation urbaine) et l'agrandissement des terres en friches (8% des terres cultivables).

Une économie stagnante, des finances déséquilibrées, une crise sociale permanente et une incapacité complète de s'en sortir, tel était l'aspect de la France dominée par l'oligarchie financière.

## LES RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

### a) L'INDUSTRIE

La guerre a désaxé davantage l'économie française et a changé les courants classiques de son commerce extérieur.

À la veille de la guerre, la France ne se suffisait, sur 44 matières premières, que sur 8 ; pour 24 matières indispensables, l'industrie française d'avant la guerre de 1939 ne pouvait pourvoir qu'à 40% de la consommation. Les importations provenaient, à la veille de la guerre, pour 40,3% d'Europe, 22% d'Afrique, 18,5% d'Amérique, 17,5% d'Asie et d'Océanie. Par zone de destination, les exportations se répartissaient ainsi : 54% vers l'Europe, 25% vers l'Afrique, 12,4% vers l'Amérique, 7,1% vers l'Asie et l'Océanie.

L'intégration de la France dans l'économie de guerre continentale a accentué davantage le marasme de son industrie. L'indice de production, tombé en 1941 à 50 (1938=100), n'a remonté en 2 ans que de 8 points. Le seul secteur qui travaille réellement est celui de l'industrie lourde, — principalement l'extraction du minerai de fer. — L'épuisement des stocks et la compression brutale de la consommation maintiennent les autres industries à un niveau de production très bas : la perte du pétrole, du coton et du cuivre (Amérique), de la laine (Australie), du jute et de l'étain créent des conditions extrêmement précaires pour les industries qui ne travaillent pas directement pour la guerre.

Mais ce n'est pas là qu'il faut rechercher la cause véritable de la stagnation : le blocus et la perte de matières premières n'ont fait qu'**accentuer** un processus commencé dès après la guerre de 1914-18 : il suffit de citer, à titre d'exemple, le cas de la métallurgie. Malgré la conquête du bassin de la Moselle qui **doit** les possibilités d'extraction de minerai de fer, la production du fer et de l'acier subit avant la guerre une baisse continue : 9,7 millions de tonnes en 1929, 7,9 en 1937, 6,2 en 1938. Sur 200 fours, jamais, avant 1939, ne furent mis en fonction plus de 50%, tandis que la majorité du minerai était dirigée vers l'Allemagne.

La désorganisation de l'économie et la paupérisation accentuent parallèlement un processus commencé de longue date, celui de la concentration et l'outrance. "L'État" intervient en aidant puissamment dans ce processus caractéristique à tous les grands pays impérialistes. En même temps qu'un battage spectaculaire se poursuit autour de "l'appui à l'artisanat et à la petite industrie française", la loi de la concentration des entreprises (du 17 Décembre 1941) favorise l'intervention des forbans de la grosse industrie, qui poursuivent systématiquement l'élimination et la paupérisation des couches moyennes (1).

"L'économie française tend à devenir, disait avant la guerre l'économiste bourgeois Perroux, un **capitalisme de grandes unités** : la redistribution des actions et la part grandissante que s'est attribuée l'impérialisme allemand (la traduction économique du mot "collaboration") ne change pas le fond de ce processus. "L'allié victorieux" de demain prendrait la place de l'impérialisme évincé, mais le processus continuerait dans le même sillon.

Un autre fait important, — celui-ci directement causé par la guerre, — c'est le déplacement de la main-d'œuvre : plus de 700.000 travailleurs ont été envoyés en Allemagne, — et sur ce nombre, 400.000 ouvriers spécialisés — ; si l'on ajoute les 250.000 prisonniers "transformés" qui travaillent en Allemagne, le nombre de travailleurs français dans le Reich dépasse le million (l'économie française a perdu, en outre, depuis la guerre plus d'un million d'hommes valides, actuellement prisonniers). La classe ouvrière, diminuée, a été "complétée" par l'intégration dans le cycle de production des femmes et des jeunes, en même temps, la semaine de travail a été "rallongée".

Dans cette situation, la grosse industrie prospère plus que jamais. Grâce à l'abondance des capitaux mis en circulation par l'État lors du financement de la guerre et la réalisation des stocks, l'industrie a revalorisé son outillage (en payant ses dettes au taux du franc dévalué) et a réalisé des sommes immenses permettant non seulement d'acheter les entreprises moyennes paralysées par la pénurie des matières premières, mais encore une grosse thésaurisation (aidée par l'intervention de l'État, qui mobilise une grande partie des bénéfices apparents) :

*"Les sommes qui s'accumulent entre les mains des entrepreneurs sont immenses, écrivait récemment l'économiste bourgeois Bertrand de Jouvenel. Le grand consommateur, l'État, crée des moyens de paiement à la mesure de ses besoins et de ceux qu'il est dans l'obligation de satisfaire, les revenus distribués dans l'économie n'ont jamais été plus élevés... Ces réserves des entrepreneurs sont d'autant plus fortes que la répartition entre les revenus du capital et revenus du travail a été profondément modifiée aux dépens du travail par la compression rigoureuse des salaires réels."*

L'escroquerie de "l'État socialiste" des grands monopoles éclate ainsi à travers le propre aveu des économistes bourgeois. Le professeur Laufenburger écrit : "La France est le seul pays en Europe où le niveau des salaires soit aussi sensiblement inférieur au niveau des prix de détail officiels, lui-même loin en-dessous du coût réel de la vie."

Le mythe du dirigisme économique bourgeois, tenant dans la formule "stabilité des prix, de la monnaie et des salaires", se traduit en réalité par hausse des prix, inflation, compression des salaires. Le fait que la circulation fiduciaire supporte une injection men-

(1) Les industries sont organisées sur le type des gros cartels allemands (Reichverein). A titre d'exemple, voici le cas de l'industrie de l'automobile : elle est groupée aujourd'hui en 4 cartels : Delahaye plus Bernard, Unic, Simca et Ford ; la Saurer rachetée par Hotchkiss plus Peugeot ; la Laffly plus Panhard et Berliet ; et enfin le groupe des mastodontes Renault plus Citroën.

suelle de 15 milliards de nouveaux billets et que le franc garde une valeur internationale relativement stable n'est pas dû seulement au parallélisme de l'inflation subie par les autres monnaies, mais surtout et principalement au fait que c'est la classe ouvrière qui porte le poids principal de l'inflation, avec des salaires qui restent stationnaires devant des bénéfices de plus en plus monstrueux et des prix en hausse continue. D'après des chiffres **loin en-dessous du coût réel de la vie**, le cours officiel des prix de détail s'établit à l'indice 260 en 1943 (1938 = 100) tandis que les salaires indiquent pour la même période l'indice 150 (1938=100).

La tâche patriotique de faire payer à la classe ouvrière la guerre, la défaite et les « immenses sommes qui s'accumulent entre les mains des entrepreneurs » est jalousement organisée par la filicaille et l'appareil bureaucratique français.

Dans les conditions du rationnement, de la pénurie, de la liquidité financière et de l'inflation, la gangrène du marché noir est un phénomène absolument naturel : "l'économie dirigée" par la bourgeoisie crée les conditions optimales, non point pour enrayer, mais pour développer le marché noir. Le contrôle ouvrier de la production et de la répartition pourrait seul supprimer les inégalités.

La situation de l'agriculture présente, en apparence, un aspect différent : si la baisse des produits agricoles atteint pour des céréales essentielles, tel le blé ou le maïs, des chutes de 40 et de 80%, (maïs), le gonflement des prix a créé une grande liquidité dans les campagnes et une thésaurisation importante. Mais cette thésaurisation est plus vulnérable que toute autre, — non pas tant à cause de la dévaluation future du franc, — mais à cause de l'impossibilité de se convertir en produits industriels et d'entraîner une élévation, aussi bien des méthodes de culture que du niveau de production.

Au contraire, le manque de produits industriels (machines, engrais) et l'usage du matériel et du cheptel existant accentueront l'effondrement des prix à la réouverture des marchés et laisseront la paysannerie, "remise à flot" présentement, devant la perspective d'un endettement encore plus lourd qu'avant 1940.

La redistribution d'actions que nous signalions plus haut pour la métropole, se produit également à Alger et dans toutes les colonies "françaises", et les impérialismes anglais et américains prennent une part active à l'exploitation : après la prise des obligations du chemin de fer de l'État du Maroc, leurs intérêts se dirigent en première ligne sur les phosphates, le plomb et le manganèse. La Pierpont Morgan participe activement aux chemins de fer algériens et les exportations algériennes prennent maintenant surtout la direction de l'Angleterre : la reconstitution même de "l'empire" apportera à l'impérialisme français une lourde hypothèque "alliée".

### b) LES FINANCES.

## LES GROSSES BANQUES ET LE BUDGET

Les immenses capitaux que l'impérialisme français a jetés dans la circulation mondiale et qui ont assuré des positions de premier plan au capital financier français, ne sont évidemment pas perdus. Si certains postes seront liquidés après la guerre, l'accumulation de l'usure continue néanmoins à se poursuivre aujourd'hui sur toute la surface du globe ; mais les "avoirs français" bloqués en Amérique représentent plutôt des couvertures de créances (frais de la guerre) que la promesse de bénéfices futurs.

En Europe, certaines annuités continuent à parvenir en France. Ainsi la Bulgarie, par exemple, paye en

tabac les annuités de sa dette et la quote-part de la dette ottomane (une escroquerie financière qui dure depuis cinquante ans déjà). Les vieux investissements continuent de rapporter des sommes très faibles, mais restent toujours comme des créances... "en potentiel".

La thésaurisation, c'est-à-dire l'accumulation prélevée par une économie parasitaire sur les richesses coloniales et sur "le dessus du panier" que représentent les pourcentages des créances tirées sur les pays arriérés, fonctionne aujourd'hui au ralenti. Une nouvelle thésaurisation se produit dans la métropole, qui a sa base dans l'endettement de l'État qui a jeté, comme nous l'avons vu, de grandes sommes dans la circulation fiduciaire. Le nouveau thésaurisant, c'est la génération qui monte de rastaquouères et de maraudeurs, des forbans de l'industrie, fournisseurs de guerre, et des rois du marché noir. Personne ne peut évaluer le plafond de cette thésaurisation cachée qui illustre la "vertu française" de l'épargne : ces sommes se convertiront demain en des chaînes d'or pour les petits rois et roitelets balkaniques, — si la révolution n'arrive pas à donner le grand coup de balai qui renversera ce régime pourri.

À côté de cette thésaurisation cachée, se produit aussi une thésaurisation visible dont l'intensité peut être déterminée par l'observation des variations de la dette publique. Celle-ci s'élevait à 432 milliards de frs en Août 1939 et atteignit 1.320 milliards en Décembre 1943, soit une augmentation de 888 milliards de frs, sur laquelle les avances de banques d'émission s'élevaient à environ 400 milliards. Près de 500 milliards investis dans les bons du Trésor constituent ce qu'on appelle la dette à court terme et sont réutilisés par l'État. Les épargnes-réserves thésaurisées dans les banques s'élevaient à environ 220 milliards de frs (dont 60%), dans les six grosses banques qui dominent le marché financier français).

Que vaut, en valeur absolue, cette épargne ? C'est une question qui dépend de l'avenir du franc, c'est-à-dire de la croissance de l'inflation, mais la hausse continue du papier-monnaie et des bons du Trésor, qui doivent soi-disant effacer les conséquences de l'augmentation de ce papier-monnaie, ne sont que l'indice d'un profond désarroi économique et du délabrement irrémédiable du vieux système financier et commercial.

Un seul fait console les impérialistes français : c'est que ce délabrement n'est pas spécifique à la France, mais qu'il est général. En effet, les chiffres français ne sont pas très loin de la tendance générale. La circulation fiduciaire et le gonflement de la dette se sont produits aussi bien en Allemagne qu'en Amérique ou en Angleterre, comme le témoigne ce tableau :

	Circulation fiduciaire 1939 = 100	Dette publique 1939 = 100
Allemagne .....	335	670
Angleterre .....	188	230
États-Unis .....	270	384
France .....	332	209

Partout l'avenir est hypothéqué et l'espoir c'est qu'on arrivera à faire comprendre au prolétariat international qu'il "doit" payer les pots cassés. La croissance des impôts, l'augmentation des avances (inflation) et le gonflement de la dette sont les éléments qui permettent de maintenir les budgets de plus en plus lourds exigés par la guerre impérialiste.

Au lendemain de l'autre guerre, l'impérialisme français se trouvait devant le problème d'un déficit



budgetaire de 35 milliards de francs germinal et d'une dette publique de 170 milliards de francs germina, soit 1.005 milliards de francs actuels. A la fin de 1943 rien que la dette intérieure s'élevait (et seulement pour la France sans parler des hypothèques prises par de Gaulle) à 1.320 milliards et cette dette augmente chaque jour. Sur 360 milliards de revenu national annuel l'état absorbait déjà en 1942 250 milliards ! « On voit à quel point la marge disponible pour les besoins privés est réduite. » (Leulentberger).

L'état monopolisateur et "dirigiste" est devenu une immense machine qui pompe toute la sève du pays. L'impôt suit une courbe ascendante et la masse de papier-monnaie s'accroît sans cesse : l'épave financière française devient de jour en jour une charge plus insupportable sur les épaules de la classe ouvrière et des couches petites bourgeoises paupérisées.

Le budget de 1939, — budget de guerre et de famine, auquel avaient été menés plus de 5 ans de décrets-lois de misère, — atteignait 137 milliards de dépenses. Celui de 1942 atteignit 256,5 milliards et celui de 1944 arrive à 454 milliards !

Le budget français est l'image d'un trou béant que le capitalisme ne peut remplir que par une exploitation encore plus monstrueuse du prolétariat. "L'ordre nouveau" n'est qu'un vieux désordre capitaliste qui n'amène avec lui que la misère et la famine.

## LA SITUATION POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

La bourgeoisie française est entrée dans la deuxième guerre impérialiste au côté de l'impérialisme anglais auquel elle était liée pour la défense du butin acquis par les partages antérieurs du globe.

Mais, dès les débuts, l'impérialisme français ne savait pas comment se débarrasser de l'étreinte de son "allié" qui lui a « confié la victoire de 1918 », qui l'a emporté en Méditerranée et qui l'a empêché (en accord avec l'Amérique) de dépouiller totalement la Ruhr ; par ailleurs, une infinité de liens de brigandages communs et d'intérêts scellent cette alliance et l'empêchent de se dissoudre au premier choc. La marche de la guerre renforce la tendance à la rupture et un bloc impérialiste assez homogène se forma sur la plate-forme de la "non-résistance" et de l'accord avec l'impérialisme allemand. Ce bloc, qui a derrière lui une grande partie de l'oligarchie impérialiste française, se cristallisa grâce à la défaite.

Au lendemain de la catastrophe militaire, sa politique s'exprima d'abord par le soutien du tandem de laquais Pétain-Darlan, précisément pour réaliser un équilibre entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme anglais. Pétain fut un gouvernement "légal" voulu par l'impérialisme français pour briser, à l'avantage de la guerre, la classe ouvrière, reconstruire économiquement sous le paravent d'une semi-neutralité un pays délabré, et rechercher dans une soudure étroite avec "l'empire" une solution commode appuyée en sous-main par l'impérialisme américain. Entrée en guerre de l'impérialisme américain broya entre la mule allemande et l'anglais la construction fragile de Juin 1940.

A partir de ce moment (fin 1941, début 1942), le gouvernement de Pétain fut ravalé au rang de simple commis à la tête de l'appareil bureaucratique et policier de la métropole, de Gaulle en un commis à la tête

de "l'empire" ; le premier s'appuyant sur les bojonettes allemandes, le second sur les bojonettes anglaises et américaines. L'oligarchie financière française utilise également ces deux commis sans se prononcer ni pour l'un, ni pour l'autre, en attendant de reconstituer le puzzle impérialiste français et de le coiffer d'un gouvernement "légal" ; c'est-à-dire jouissant en plein de son appui.

"L'Etat français" de Vichy est le produit d'une bourgeoisie sénile et vile : c'est la solution la moins coûteuse pour l'impérialisme français. Malgré le tribut qu'il paye à l'Allemagne, malgré la saignée d'ouvriers, malgré l'utilisation des stocks, malgré l'immixtion de l'impérialisme allemand, l'impérialisme français est le co-participant qui retire les plus gros bénéfices d'un pays exsangue et délabré, et est, en définitive, celui qui maintient malgré tous les bouleversements l'ossature même de son pouvoir : le contrôle de l'appareil bureaucratique administratif et policier, le droit de regard sur le plan économique.

Le capital financier français garde, même après la défaite militaire, la direction de l'Etat et de son armature.

Les deux commis, Pétain comme de Gaulle, représentent le même maître : un cas entre mille illustre parfaitement ; c'est le cas du franc. La stabilisation du franc à Alger à la parité de 200 frs la livre (15 % de dévaluation par rapport à 1939) traduit en France le même plafond. Les signes monétaires circulant dans la métropole comme dans les colonies semblent jouir d'une espèce d'o-mose qui les équilibre comme l'eau s'équilibre dans deux vases communicants. Les avoirs français restent bloqués dans certains endroits (dans les pays extra-européens qui n'ont pas reconnu de Gaulle) mais les comptes européens alimentent l'économie française comme par le passé, et le capitalisme français touche ses dividendes même si l'occupant est là. Les valeurs en bourse — les "voldettes" françaises, — les Suez ou les Renault, se cotent au barème d'Alger et de Londres : le franc français est encore "sain". L'impérialisme français n'a pas perdu sur lui son contrôle.

## CONCLUSIONS

L'exemple de la France n'est qu'un aspect du pourrissement atteint par l'impérialisme mondial.

La guerre a définitivement rejeté l'impérialisme français dans le camp des puissances secondaires destinées « à faciliter l'établissement d'un nouvel équilibre européen que dicterait l'impérialisme vainqueur. » (1)

Le "redressement" factice qui s'opère aux territoires coloniaux de l'Afrique du Nord sous le signe du "Comité National de Libération" auquel la bureaucratie soviétique vient de donner par l'entrée des deux représentants du parti stalinien, son plein appui, manque absolument de base réelle.

(Voir suite p. 22)

(1) Thèses sur la liquidation de la deuxième guerre impérialiste de la Conférence Européenne de la IV<sup>e</sup> Internationale (Revue Quatrième Internationale, n° 4-5).

## TRIBUNE DE DISCUSSION

# LA CRISE DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE unique cause des défaites de la Révolution Mondiale (1)

I

**C**HERCHER les causes des défaites essuyées par la classe ouvrière, de 1914 à aujourd'hui, c'est aborder un problème capital, dont la solution revêt une importance vitale pour toute notre lutte actuelle. Il s'agit de regarder les faits en face, de tirer les leçons des échecs, de situer à leur place réelle les responsabilités, sans chercher à les masquer ou à les amoindrir. Il s'agit d'expliquer clairement, d'analyser en marxiste les défaites de la révolution pour préparer sa future victoire. A cette condition seulement, la IV<sup>e</sup> Internationale abordera mieux armée les difficiles luttes qui l'attendent et dont dépend le sort de l'humanité.

## I. — CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER OU CRISE DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

**S**il chez tous les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale règne et doit régner le sentiment aigu de leurs responsabilités devant la classe ouvrière et devant l'histoire, c'est que la IV<sup>e</sup> Internationale s'édifie en ayant constamment en vue la phrase du Programme Transitoire : « La classe historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Par là est assignée clairement comme unique cause aux défaites de la révolution depuis 1917, la faiblesse ou la dégénérescence de la direction révolutionnaire.

Cependant, une nouvelle explication essaie de se faire jour dans l'avant-garde bolchevique-léniniste et retrace sur une "crise du mouvement ouvrier" les causes des défaites.

En politique, plus que partout, les définitions sont indispensables : que signifie la "crise du mouvement ouvrier" ? S'agit-il d'une crise des organisations, d'une crise de la classe ouvrière dans son ensemble ? Les notions de parti et de classe doivent être soigneusement distinguées. Si l'auteur de cette innovation (2) les confond, ce n'est pas un fait du hasard.

La "crise du mouvement ouvrier" est, d'après lui, à la fois la crise de la direction sombrant dans l'opportunisme jusqu'à la trahison et la crise qui traverse l'ensemble de la classe ouvrière pétrie de réformisme et vidée de tout esprit révolutionnaire. On comprend dès lors qu'il ne soit plus nécessaire de distinguer entre parti et classe, car il existerait une relation automatique entre la classe ouvrière et sa superstructure qu'est le parti, entre le parti et la superstructure que constitue son centre dirigeant ; il y aurait dépendance directe entre l'évolution de la classe ou-

vière, celle du parti, celle de la direction : si la direction dégénère, c'est que le prolétariat a dégénéré. Il est pour le moins surprenant de voir utiliser dans les rangs de l'avant-garde, pour étayer sa thèse, les citations on ne peut plus réactionnaires de Monatte et Dolléans.

La conception de E.R. est du plus pur matérialisme vulgaire, qui établit une relation mécanique entre toute superstructure et son infrastructure, alors que la superstructure de l'économie qu'est la politique, la superstructure de la classe qu'est le parti, si elles sont fondamentalement régées dans leur évolution par celle de l'économie et de la classe ouvrière, vivent cependant et se transforment sur leur propre plan, d'après leurs propres lois. « Seuls des marxistes "vulgaires", qui supposent que la politique est le reflet direct et immédiat de l'économie, peuvent croire que la direction reflète directement et immédiatement la classe ouvrière. » (L. Trotsky). La méconnaissance de cette loi marxiste entraîne à établir une égalité abstraite et fautive entre l'opportunisme dont a fait preuve la direction de la II<sup>e</sup> Internationale, la faiblesse, puis la dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale, et un soi-disant "réformisme" chronique des masses.

D'autre part, si cette explication, avant un examen sérieux, conserve au moins une ombre de vraisemblance lorsqu'il s'agit de comprendre l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale, comment la maintenir lorsqu'il s'agit des défaites qui ont suivi la guerre ? Son inconsistance se révèle immédiatement : il est absurde, stérile, anti-dialectique de poser, en dehors du temps et de l'espace, en dehors de toute condition historique, la thèse du "réformisme des masses".

(1) L'opinion de la rédaction de Quatrième Internationale sur l'ensemble de la discussion engagée entre les camarades E.R. et A.J. sera donnée au prochain numéro de la revue.

(2) Voir l'article de E.R. dans le N° 3 de Quatrième Internationale : « La crise mondiale du mouvement ouvrier et le rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale ».



Il n'y a pas "en général" un état d'esprit réformiste dans les masses. Toute l'expérience historique enseigne, au contraire, que les masses vont spontanément à la révolution. Si elles sont réformistes, si en l'absence d'un parti capable de les mener à la révolution, elles restent amorphes et passives, alors toute l'action révolutionnaire se réduit à un putchisme de hasard, au lieu de suivre la ligne du développement historique. « *L'orientation des masses, dit le Programme Transitoire, est déterminée, d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourissant, d'autre part par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières.* »

On peut étendre à l'histoire de tout le mouvement ouvrier moderne cette loi : l'orientation des masses est déterminée par les conditions objectives, "lois de l'histoire" et par la politique des organisations qu'elles ont reconnues comme leur direction. Lorsque la politique des organisations se dirige suivant les lois de l'histoire, le mouvement des masses se renforce et marche au triomphe : ce fut le cas en Octobre 1917.

Mais depuis 1914, il y a des exemples trop nombreux d'une discordance entre les "lois de l'histoire" et la politique des organisations, discordance due, soit à une trahison consciente au profit des intérêts des bureaucrates, soit à une incompréhension de l'époque et de son développement. C'est au travers de cette contradiction que se détermine alors l'orientation de la classe ouvrière : la politique de trahison ou d'erreur peut, pour un temps, l'emporter sur les lois de l'histoire en raison d'une situation donnée, mais ce n'est jamais que pour un temps. Un jour arrive où le conflit entre la forme politique et l'impérieuse poussée de la vie devient si aigu que le vieux moule craque, que les vieilles organisations éclatent ou s'effondrent. C'est pour quoi on ne peut parler du mouvement ouvrier en soi sans tenir compte de la période dans laquelle il se développe.

Il est incontestable que le prolétariat et sa direction subissent, de façon permanente, la pression matérielle et idéologique des classes ennemies : le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il n'en était pas ainsi ; mais cette pression s'exerce sous des formes variées, se traduit par des effets variés et non par un réformisme constant et généralisé.

On a pu parler d'une tendance réformiste dominante chez la classe ouvrière, dans certaines conditions bien déterminées : Marx et Engels signèrent dans le prolétariat anglais, entre 1858 et 1892, cet état d'esprit explicable par la situation privilégiée de l'Angleterre, alors seul pays de mono-pole industriel, puissance coloniale considérable, dans une époque de croissance continue où elle pouvait encore développer son essor sans concurrence sérieuse, sans heurts violents. Mais jamais Marx ni Engels n'ont posé le réformisme comme une caractéristique immuable du mouvement ouvrier, car celui-ci

ne se développe pas indépendamment de la situation historique générale, son caractère dépend de cette situation historique : D'autre part, il n'y a pas de mouvement ouvrier homogène immuable : celui-ci renferme, au contraire, toutes les contradictions de l'époque et se trouve par là divisé en de multiples courants.

C'est une vérité trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y revenir qu'à l'époque de l'impérialisme, où les contradictions du système arrivées à leur paroxysme demandent une exploitation intensive des masses, le réformisme perd sa base d'existence. Pendant son plus bel âge même, c'est-à-dire les années qui précéderont la guerre de 1914, il apparaît comme étant nécessairement un phénomène transitoire et voué à une régression rapide. Si c'est encore une période de croissance du capitalisme, il est faux de le caractériser comme un temps de développement harmonieux, un temps d'idylle ; en réalité c'est l'âge où naît et croît l'impérialisme, stade suprême, forme d'épanouissement gigantesque, mais aussi de pourrissement du capitalisme, où s'accumulent les contradictions les plus explosives. Les "lois de l'histoire" consistent alors dans l'entrelacement de deux processus : d'une part, les profits réalisés par l'impérialisme permettent l'asservissement à l'idéologie bourgeoise d'une fraction du prolétariat, de **sommets privilégiés** ; d'autre part, plus l'impérialisme développe, en se développant, les contradictions qu'il porte en lui, plus il doit faire peser lourdement son exploitation sur de larges couches ouvrières. De plus en plus, la base du réformisme se resserrait, si bien que Lénine pouvait prédire l'impossibilité où il se trouvait de vaincre pour longtemps.

Pas plus qu'il n'y a de crise du mouvement ouvrier en soi, il n'y a donc de tare réformatrice chronique et héréditaire dans les masses. Il faut le réaffirmer nettement, en face des tendances révisionnistes ant-marxistes : la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire. Il est vain de vouloir charger les masses pour alléger la responsabilité de la direction, ou dans ce cas, il faut renoncer à la perspective de la révolution socialiste :

« *Si l'on admet que la cause des défaites réside dans les qualités sociales du prolétariat lui-même, il faut alors reconnaître que la situation de la société contemporaine est désespérée. Dans les conditions du capitalisme pourissant, le prolétariat ne croît ni en nombre, ni en culture. C'est pourquoi il n'y a pas de raison d'attendre qu'il s'élève jamais à la hauteur des tâches révolutionnaires. La question se pose d'une manière entièrement différente pour celui qui a clairement compris quel profond antagonisme existe entre l'aspiration organique, radicale, inévitable, des masses travailleuses à s'arracher au sanglant chaos capitaliste et le caractère conservateur, patriotique, complètement bourgeois, d'une direction qui se surit à elle-même. Entre ces deux conceptions inconciliables, il faut choisir.* » (L. Trotsky).

## II. — EN QUOI CONSISTE

### LA CRISE DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

Il ne suffit pas de reconnaître pour cause des défaites la crise de la direction révolutionnaire, il est indispensable de pousser plus loin l'analyse, de déterminer l'origine et le caractère de cette crise. A cet effet, se reporter aux exemples historiques les plus frappants peut seul permettre de tirer des conclusions qui ne soient ni arbitraires, ni fantaisistes.

Comme tout phénomène social, la crise de la direction révolutionnaire n'existe pas en dehors d'un contexte historique déterminé. Il n'y a pas de crise tombée du ciel, dont les causes sont immuablement les mêmes, permanentes et fatales.

Avant tout, deux époques doivent être soigneusement distinguées : l'avant-guerre et l'après-guerre. Si l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale doit être regardé comme une crise de la direction révolutionnaire, il serait faux de faire de cette explication une formule passe-partout, sans en pré-

ciser le contenu concret historique. La guerre de 1914 clôt une époque : depuis la guerre s'est ouverte l'âge des révolutions où la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat n'apparaît plus comme un but lointain, mais se présente dans l'immédiat à la classe ouvrière et à son parti. La guerre a marqué la maturité des conditions objectives de la révolution et montré la nécessité urgente d'un changement social ; par le bouleversement qu'elle a apporté dans tout le corps social, elle a en même temps fait accomplir un immense bond à la conscience des masses.

Dans ces nouvelles conditions, le rôle du parti et de sa direction ne peut plus être le même que dans une époque où, malgré les innombrables contradictions du système, les forces de production croissaient sans cesse et où le prolétariat « *n'était pas encore arrivé à se connaître dans la société, à comprendre son rôle, sa mission historique, à s'organiser, à assigner la tâche de la prise du pouvoir et à s'en acquitter.* » (L. Trotsky, Europe et Amérique).

## La II<sup>e</sup> Internationale

### et la crise

#### de la direction révolutionnaire

En quoi consiste la crise de la direction révolutionnaire quand il s'agit de la II<sup>e</sup> Internationale ? Son effondrement n'est pas indépendant de toute son histoire, des conditions dans lesquelles elle s'est formée et développée.

La politique retardée sur l'économie : si le règne du capital financier et du monopole des trusts débute dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la nouvelle époque reflétant ce fait dans la politique, commence à la guerre. Avant la guerre, les contradictions s'accumulaient mais restaient encore dans certains cadres : notamment celui de la lutte légale, internationalement celui de la paix armée. L'époque n'avait pas encore pris en politique le caractère explosif qui, pendant les crises d'après la guerre, mettra entre les mains du parti la décision des événements : les prémisses objectives de la révolution socialiste mûrissaient. Les circonstances historiques assignaient au parti un travail de préparation, d'organisation. Ce rôle qui lui était dévolu, joint à la possibilité qu'avait encore l'Etat bourgeois d'accorder quelques miettes, empêchèrent les partis de la II<sup>e</sup> Internationale de se dégager totalement de l'Etat bourgeois, permirent la naissance et la victoire du courant opportuniste, incapable lorsque des tâches entièrement nouvelles se présentèrent, de s'élever à leur hauteur.

Ainsi prit corps le réformisme, qui se résoud, en définitive, dans l'incapacité à analyser en marxistes les phénomènes sociaux, à envisager dans leur déroulement, à s'orienter en intégrant les problèmes de l'heure dans une large perspective historique. La fameuse formule bersteinienne : « *Le mouvement est tout, le but n'est rien* » n'exprime rien d'autre que cette incapacité. Un esprit national borné est à la base du social-patriotisme, qui considère « *que c'est précisément son Etat national qui, soit en raison de sa situation industrielle, soit à cause de sa forme démocratique ou de ses conquêtes révolutionnaires, est précisément appelé à amener l'humanité au socialisme ou à la démocratie.* » (L. Trotsky, 1915).

Dans la question de la guerre, l'absence de délimitation nette avec l'Etat bourgeois se marque par la confusion entre des époques historiques différentes : celle où existaient encore des guerres "justes" et celle des guerres impérialistes. Pour n'avoir pas su apprécier correctement la nouvelle époque, où le principe même de défense de la patrie et de guerre défensive perd son ancienne signification, Babel comme Jaurès, admettant la défense de la patrie "en général", parlant de guerre juste "en général", préparaient la voie à toutes les équivoques et fausses interprétations. Une appréciation limitée aux "possibilités socialistes" de son Etat national jointe à l'absence de formules claires sur les guerres "défensives" et "justes" explique que, malgré les scissions et les ruptures qui se produisirent, la majorité de la II<sup>e</sup> Internationale se soit engagée dans le social-patriotisme.

Les sociaux-démocrates allemands ne défendaient pas plus les Hohenzollern ou la bourgeoisie que Guesde, Vaillant le commandant et les ouvriers qui les suivaient ne défendaient les banquiers et les rentiers français ; les uns voulaient l'industrie, la technique, les organisations ouvrières allemandes, les autres, la tradition révolutionnaire de la France, « *la terre promise du socialisme* » (1).

L'explication on fait de la corruption le motur de l'histoire et la cause du krach de la II<sup>e</sup> Internationale apparaît, à la lumière de l'analyse, simpliste et vulgairement matérialiste : beaucoup plus subtile et dangereuse qu'une corruption matérielle, était la corruption qui atteignait les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale : il s'agissait de leur formation tout entière, de leur attachement confus à de vieilles formules inapplicables dans des conditions nouvelles, de leur

(1) Cf. L. Trotsky : *L'Internationale Communiste après Lénine.*

## 73<sup>e</sup> Anniversaire de la Commune

(18 Mars - 29 Mai 1871)

« Nous pouvons feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti.

« ... Le parti ouvrier, — le vrai, — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat...

« ... Les lutteurs de 1871 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. »  
(L. Trotsky).

incapacité à se défaire d'une idéologie périmée, à dépasser l'étroitesse nationale pour s'élever à la perspective de la révolution internationale.

Le marxisme n'a rien de commun avec le fatalisme qui consacre la nécessité inéluctable de ce qui a été. Mais le krach de la II<sup>e</sup> Internationale, intimement lié au développement de toute une époque, signifiant, en face d'une rupture dans le rythme de l'évolution historique, l'incapacité à prendre un tournant complet, peut sans fatalisme être considéré comme difficilement évitable. Les résolutions du Congrès de Stuttgart (1907), le manifeste de Bâle (1912) avaient adopté un des principes essentiels des révolutionnaires marxistes, celui de l'utilisation de la guerre elle-même pour accélérer le krach de la classe dominante. « *Et néanmoins*, conclut Zinoviev, dans "Contre le Courant", nous ne devons pas échapper à notre sort, le 4 Août 1914. La II<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle était ne pouvait donner aucun espoir, en dépit de toutes les bonnes résolutions qu'elle avait pu prendre. »

## La crise de la direction

### révolutionnaire depuis la

#### première guerre impérialiste

La crise de la direction révolutionnaire dans le cas de la II<sup>e</sup> Internationale est donc intimement liée à tout le caractère de l'époque. Elle reflète sous sa propre forme, non pas un réformisme des masses, mais la non-maturité générale des conditions objectives, ne mettant pas à l'ordre du jour dans de courts délais la prise du pouvoir. La guerre a bouleversé cet état des choses et changé la nature de la crise de la direction révolutionnaire.

Mais la "conscience retardée sur la vie", les conditions objectives de la révolution mûrissent plus vite que ne se forme et s'éduque une direction sélectionnée ayant parfaitement compris l'époque de déplacements brusques, de revirements soudains ouverts par la guerre.

Toutes les conditions objectives sont depuis lors données pour que se constitue une direction révolutionnaire à la hauteur de ses tâches ; cependant, il n'y a pas entre les deux de rapport automatique : la société n'est pas amincée si rationnellement, elle se meut au travers du déséquilibre et de la contradiction. La situation la plus révolutionnaire n'engendre pas d'elle-même une direction révolutionnaire ; les délais du mûrissement de la situation et



de la formation d'une direction à la hauteur de ses tâches ne coïncidant pas nécessairement.

Il n'y a pas depuis la guerre une situation révolutionnaire permanente, mais il existe toutes les conditions pour que surgissent des situations révolutionnaires dont l'issue est entre les mains du parti. C'est en cela que consiste le nouveau sens, le nouveau rôle du parti et de sa direction et la gravité profonde que prend la crise de la direction révolutionnaire.

Dans les échecs des mouvements révolutionnaires d'après guerre, deux époques doivent être distinguées : jusqu'en 1923, l'inexistence ou la faiblesse des partis communistes est cause des défaites. Le 6 Janvier 1919, en Allemagne lorsque le pouvoir était dans la rue et les masses mobilisées, prêtes à toute offensive, s'il y avait eu un Parti Communiste assez trempé, le triomphe de la révolution était assuré. Le mouvement des masses était suffisant, mais elles n'avaient pas de direction. En Mars 1921, le Parti Communiste Allemand, déjà assez fort, tenta de provoquer une révolution ; l'échec vint du manque de liaison suffisante entre la direction et les masses. Le III<sup>e</sup> Congrès, en mettant en avant le mot d'ordre : « Vers le pouvoir en conquérant au préalable les masses », en tira pleinement les leçons.

La cause de la crise de la direction révolutionnaire (inexistence, absence de liaison avec les masses) est un legs de toute l'époque passée. Une direction ne s'improvise pas.

Seul le parti bolchevik russe se trouva à la hauteur de ses tâches ; ce qu'il explique les conditions spécifiques de la Russie, où le faible développement du capitalisme ne permettait aucune illusion sur les "possibilités socialistes" de l'Etat le plus réactionnaire, où d'autre part se greffaient sur les contradictions de la société capitaliste celles du féodalisme encore vivant. Le degré aigu de ces contradictions multiples explique que le pays le plus arriéré du point de vue capitaliste ait eu le parti révolutionnaire le plus avancé.

Dans toute l'Europe, après la guerre, sous l'influence des conditions nouvelles créées par la victoire de la révolution russe, se produit un déplacement des masses vers la III<sup>e</sup> Internationale dans lequel furent entraînés les dirigeants, souvent malgré eux, sans qu'ils aient idéologiquement rompu avec la tradition et la formation social-démocrate, assimilés suffisamment l'expérience russe, compris le sens de l'époque nouvelle. Les partis communistes se formèrent sous le feu de la révolution, mais, entravés par le poids mort du passé, ne mûrirent pas assez rapidement.

A partir de 1923, la situation se modifie : il ne s'agit plus d'une discordance hâtive des années précédentes entre la maturité absolue des conditions objectives et de la non maturité des partis communistes. La cause des défaites réside dans les erreurs politiques de la direction : « Nous n'avons plus devant nous simplement des défaites du prolétariat, mais des dérautes de la politique de l'Internationale Communiste. » (Léon Trotsky, L.I.C. après Lénine).

Dérouté en 1923 en Allemagne, en 1926 en Angleterre, en 1927 en Chine, l'exemple de l'Allemagne suffit à montrer que l'orientation politique fautive du Parti Communiste est seule responsable de la défaite : il jugea la situation trop tard et avec hésitation, alors que la bourgeoisie se trouvait dans une impasse, que le prolétariat était décidé à combattre. Le changement de tactique ne s'étant pas accompli assez tôt, une capitulation sans combat en résulta.

La gravité de la défaite allemande de 1923 consiste non seulement en ce qu'elle ouvre une période de recul révolutionnaire, mais aussi en ce qu'elle témoigne des débuts d'une dégénérescence du parti. Car les erreurs de l'Internationale Communiste n'ont pas un caractère individuel et épisodique, elles sont le fruit et l'expression d'une dégénérescence. Il n'y a pas entre les deux époques (1918-21, après 1923) de solution de continuité, la faiblesse des partis communistes dans la première période de l'Internationale se transforme qualitativement en une dégénérescence.

Un tel phénomène est lié au caractère de l'époque, époque "explosive" où le parti, si la révolution ne triom-

phe pas, ne peut durer longtemps sans dégénérer. Il subit et reflète, à sa manière propre, le recul de la révolution, le pourrissement de la société qui en résulte lorsque toutes les conditions objectives étant archi-mûres, le prolétariat ne parvient pas à s'emparer du pouvoir.

L'échec de la révolution mondiale qu'explique la faiblesse initiale des partis communistes entraîne l'isolement de l'U.R.S.S., la crise de la Révolution d'Octobre qui permet, à l'intérieur de l'U.R.S.S., la renaissance des éléments, des tendances et des courants petits bourgeois ; la stabilisation internationale du capitalisme, née à partir de 1923 du changement défavorable du rapport des forces de classe, renforce cet isolement, modifie en U.R.S.S. le rapport des forces au détriment du prolétariat, favorise la défaite du courant prolétarien et entraîne dans toute l'Internationale un accroissement de la dégénérescence. L'Internationale Communiste se transforme en grand organisateur des défaites et devient le plus grand obstacle à la révolution internationale.

## La nature de la crise

### de la direction révolutionnaire

L'analyse historique des défaites capitales qu'a subies la révolution après la guerre permet de dégager la nature nouvelle de la crise de la direction révolutionnaire à notre époque et le caractère d'exceptionnelle gravité qu'elle revêt pour l'avenir de l'humanité.

Il peut paraître paradoxal qu'à l'époque où le prolétariat se lance dans les plus grands assauts, affirmant ainsi sa volonté et sa capacité révolutionnaire, sa direction ne se montre pas à la hauteur des tâches historiques qui lui incombent. Le parti est une fraction de la classe ouvrière, sa fraction la plus avancée ; il reflète et exprime clairement les aspirations de la classe ouvrière, l'en rend consciente. Mais il ne se confond pas avec elle. S'il mérite d'en être appelé l'avant-garde, c'est qu'il doit remplir des tâches spécifiques que la classe ouvrière seule n'arrivera jamais à mener à bonne fin.

La loi qui se dégage de toutes les expériences des 25 dernières années est la suivante : lorsque la crise permanente du système capitaliste prend un caractère violent, aigu et généralisé, les masses ne "veulent plus vivre comme auparavant" et se lancent spontanément dans la révolution ; mais s'il n'y a pas un parti révolutionnaire suffisamment fort, suffisamment trempé, elles ne vont pas jusqu'au bout, jusqu'à la prise du pouvoir.

Pour les amener à la conscience que la prise du pouvoir est nécessaire, pour qu'elles consolident leurs positions et les fassent avancer malgré les contre-attaques furieuses de la bourgeoisie, il faut un parti révolutionnaire. Il lui revient d'analyser minutieusement la situation à chaque nouveau pas en avant ou en arrière, pour déterminer l'heure, qui ne sonne pas deux fois en période révolutionnaire, où il faut s'emparer du pouvoir. Sans parti, les assauts les plus héroïques des masses pourront ébranler jusqu'en ses fondations la citadelle bourgeoise, mais n'arriveront pas à l'emporter.

Tel est le nouveau sens pris par le Parti et, de façon plus restreinte, son centre dirigeant : plus est forte la poussée spontanée de la classe ouvrière vers le pouvoir, plus l'ordre bourgeois semble menacé et grandes paraissent les chances de victoire de la révolution, plus aussi les risques sont considérables, plus le danger est aigu qu'en un délai très court, la vague qui semble irrésistible reflue profondément et peut-être pour longtemps.

Le caractère révolutionnaire de l'époque consiste dans son extrême instabilité ; des oscillations de fortes amplitudes, des revirements brutaux s'opèrent, déterminés « non

par des modifications des facteurs fondamentaux de l'économie, mais par des causes ou des poussées provenant strictement du domaine de la superstructure, symbolisant par là-même l'instabilité extrême de tout le système, dont les fondations sont rongées par des contradictions incompatibles. » (Léon Trotsky, L.I.C. après Lénine). L'extrême raccourcissement des délais pendant lesquels se décident les événements consacre, en rapport avec la combativité très élevée des masses, le rôle décisif du parti, dans les mains duquel passe la clé du processus historique.

La crise de la direction révolutionnaire consiste en un déséquilibre entre le parti et la classe ouvrière, ou le parti et sa direction : déséquilibre qui peut prendre plusieurs formes. Il arrive (Mars 1921 en Allemagne) que le parti soit en avance sur le développement de la situation, il arrive aussi qu'il soit en retard (Automne 1923 en Allemagne) et ne sache pas reconnaître la révolution quand elle approche, ce qui n'est pas un danger moindre. Ce n'est pas par hasard que dans les moments historiques décisifs éclate ce désaccord : la politique du parti ne répond pas automatiquement à la conduite de la classe ouvrière et à la marche des événements : « crise de la direction révolutionnaire à la veille du passage à l'insurrection, » écrit Trotsky, qui la signale comme un danger général qu'il faut bien voir et comprendre afin d'y parer.

Lorsque l'insurrection se présente dans l'immédiat, il faut que le parti sache tourner rapidement, adopter son orientation aux exigences nouvelles de la situation, il faut qu'il sache faire le bond historique nécessaire. Les difficultés et les dangers sont immenses, les tâches ardues. La direction révolutionnaire est exposée plus encore que la classe ouvrière à la pression des classes ennemies. Aux moments décisifs, cette pression s'exaspère, provoque des hésitations et des remous dans le parti.

La crise de la direction révolutionnaire consiste en la difficulté à rompre avec l'idéologie officielle lorsque la rupture est plus que jamais nécessaire, urgente. Cette difficulté ne signifie pas évidemment un asservissement déclaré aux conceptions et aux intérêts bourgeois, mais prend la forme d'une absence de perspectives larges et d'une incompréhension de l'époque, de son caractère particulier, de la ligne et du rythme de son développement.

Le traditionalisme, cette pierre d'achoppement des partis révolutionnaires, l'attachement à des formules, l'bonne en leur temps, que la nouvelle situation rend périmées, paralysent ou faussent l'action du parti. C'est ce qui s'est passé en 1923, en Allemagne, où le Parti Communiste s'étant assimilé de façon unilatérale le mot d'ordre du III<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., continua à le suivre alors que le changement de la situation objective demandait un coup de barre. C'est ce qui s'est passé en Russie, en Février 1917, jusqu'à l'arrivée de Lénine : l'orientation Kamenev-Staline s'attachait à la vieille formule de la "dictature démocratique du prolétariat et des paysans", alors que la révolution vivante avait dépassé l'ancien schéma.

Par l'exemple de la Révolution de Février et la question inévitable : que serait-il advenu si Lénine n'était pas arrivé à temps ? on est amené au problème de l'intervention de l'homme dans l'histoire, qui est seulement un aspect particulier de celui de la direction révolutionnaire. « Il y a des époques où Marx et Engels ne peuvent faire gagner un seul pouce à l'évolution historique en lui donnant des coups de cravache ; il en est d'autres où des hommes de taille bien moindre, qui sont à la barre, peuvent retarder le développement de la révolution internationale pour toute une série d'années. » (L. Trotsky).

La valeur individuelle des dirigeants, leurs qualités ou défauts, ne jouent un rôle décisif dans les événements que sur le fond d'une situation déterminée. Lorsque l'individu dirige son action dans le sens des forces historiques, cette action peut prendre une importance inappréciable, faire gagner des années et des dizaines d'années à la marche en avant de l'histoire. Si Lénine n'était pas arrivé à temps, la crise du parti aurait été inévitablement plus longue, plus aiguë, aurait pu ne pas recevoir assez tôt sa solution ; la situation révolutionnaire aurait pu être perdue.

Le caractère de l'époque d'après-guerre assigne aux individualités en tant qu'anneaux de la chaîne historique dans une situation donnée, un rôle plus décisif que jamais. Robespierre est tombé le 9 Thermidor, non par un renversement de surprise : le développement de la révolution fixait des limites nécessaires à la classe qu'il représentait ; le barrage était historiquement inévitable. Dans l'époque d'après-guerre, les forces historiques sont toutes dirigées dans le sens de la révolution socialiste, c'est pourquoi on peut affirmer que si la direction, par exemple les Thaelmann, Brandler et consorts avaient été à la hauteur des événements, la partie eût été gagnée à peu près à coup sûr.

Il faut d'ailleurs se garder d'en conclure que le caractère "explosif" général de l'époque permet à n'importe quel moment à l'individu et au parti de forcer le cours du déroulement : il est bien évident que sur la base du recul révolutionnaire engendré par les défaites, même un Trotsky ne pouvait, pas plus que Lénine ou Marx ne l'auraient pu, redresser le cours des événements. Il n'en reste pas moins vrai que dans la mesure où toutes les conditions objectives sont mûres pour la révolution, le rôle progressif ou néfaste de l'individualité se trouve renforcé.

La conclusion qui s'impose est que le problème capital de notre époque, en tant qu'époque des explosions révolutionnaires, est celui de l'avant-garde. L'article de E. R., précédemment cité, voulant à tout prix trouver immédiatement et directement une cause profonde aux défaites de la révolution, repose sur le postulat que s'il n'y a pas de direction révolutionnaire, ce ne peut être que parce que les conditions objectives de la révolution manquent et que les masses sont "réformistes".

Cette conception, résultat d'une analyse idéaliste remettant en jeu la perspective même de la révolution, est absolument fautive, paralysante et stérile. Les conditions objectives existent et permettent la création du parti. Mais encore faut-il qu'elles prennent corps dans une direction qui, les comprenant, comprendra son rôle. Si l'existence des conditions objectives suffisait à assurer la formation automatique du parti, ce serait la négation même de l'intervention des hommes dans l'histoire et enlèverait tout son sens à la lutte que nous menons chaque jour pour construire le parti.

Il n'y a pas de recette toute faite, ni d'infaillible panacée. L'aut, une fois assimilée la nature et les causes de la crise de la direction révolutionnaire, lutter contre la routine, la stagnation, les formules figées, s'efforcer de prendre les événements sous l'angle d'une perspective large, garder une vigilance de tous les instants par l'auto-critique et l'approfondissement sérieux des problèmes.

A. J.

Avril 1944

(Fin au prochain Numéro)

## LA COMMUNE DE PARIS

(18 Mars - 29 Mai 1871)

« Si Paris doit être vaincu maintenant, je dois vous prévenir que la lutte engagée n'est qu'un petit combat d'avant-postes... Avant peu, le cri de guerre du prolétariat parisien : "Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère" sera le cri de guerre du prolétariat tout entier. »

(Déclaration de Bebel, au Reichstag).



# L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

(Suite de la page 16)

Il n'est rendu possible que grâce à « la prolongation et la généralisation du conflit qui a permis, grâce au jeu des antagonismes inter-impérialistes, aux nécessités actuelles de la guerre et aux exigences politiques d'une paix éventuelle capitaliste, de remettre sur pied certaines forces de l'impérialisme français vaincu et de les rejeter dans le cycle de la lutte. » (1)

D'autre part, le régime abject de Pétain n'est que le signe de la décrépitude d'un impérialisme sénile, mûr depuis trop longtemps pour la révolution prolétarienne. Le croupissement de l'industrie, le délabrement de l'agriculture, la ruine financière ne sont que l'image d'un mûrissement excessif : la propriété privée et les frontières nationales sont devenues un frein absolu à la progression des forces productives. « L'intégration de la France dans l'espace con-

Seul le socialisme, la révolution prolétarienne peuvent donner un cadre de développement harmonieux à tous les peuples de l'Europe. La question du changement de régime se trouve posée aujourd'hui, après les 5 ans de la deuxième guerre impérialiste, d'une façon incomparablement plus impérieuse et plus urgente que lors de la guerre de 1914. Le monde entier va au devant d'une formidable explosion révolutionnaire où la question de la victoire de la barbarie capitaliste ou de la révolution prolétarienne sera posé ouvertement.

Les communistes internationalistes luttent contre toutes les annexions, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais le capitalisme agonisant ne peut réaliser même cette revendication élémentaire : seul le socialisme peut donner aux peuples le droit à l'indépendance et mettre fin à toute oppression nationale.

La tâche de lutter contre l'impérialisme occupant et contre l'impérialisme français, le patron français, le flic français, pourra seule garantir une indépendance véritable.

Si pour le communiste internationaliste d'Allemagne la tâche n° 1 c'est le renversement de l'impérialisme allemand et la libération de tous les pays occupés ou annexés, la tâche des internationalistes de France reste celle de la lutte implacable contre l'impérialisme français, menée de front par une lutte contre l'occupant sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Parler aujourd'hui d'une soi-disant « insurrection nationale » qui se préparerait, en accord avec la bourgeoisie, sous l'œil bienveillant des brigands de Washington et de Londres, c'est parler comme un imposteur et un traître ; la tâche de la lutte contre l'impérialisme est celle de l'accomplissement de la révolution socialiste.

« Le fascisme et la série des guerres impérialistes, écrivait Léon Trotsky, en Août 1940, peu avant son assassinat, sont une terrible école par laquelle le prolétariat doit passer pour s'affranchir des partis opportunistes, démocratiques, aventuristes, forger une avant-garde révolutionnaire et se préparer à résoudre la révolution prolétarienne, tâche hors de laquelle il n'y a ni ne peut y avoir de salut pour le développement de l'humanité. »

N. MARC.

## CHRONIQUE INTERNATIONALE

U. R. S. S.

### INFLUENCE DE LA GUERRE SUR LA PRODUCTION SOVIÉTIQUE

Depuis l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., aucune donnée d'ensemble relative à la production soviétique n'a plus été publiée : pour estimer ce qui a pu subsister de la production soviétique du fait des occupations de territoires par l'impérialisme allemand, il faut s'appuyer sur la répartition géographique de la production en U.R.S.S. et sur ce qu'on sait de la mobilisation industrielle et militaire.

Du point de vue géographique, les plans quinquennaux ont visé à développer de préférence les régions les plus éloignées des frontières. De grands centres industriels sont nés ainsi en Sibérie, en Kazakstan et en Asie Centrale ; telle la seconde base métallurgique de l'U.R.S.S. : le combinat Oural-Kouznietzk ; mais d'autres régions industrielles sont nées dans l'Orient soviétique, avec des villes qui, dès 1939, comptaient des centaines de milliers d'habitants, véritables villes champignons : Sverdlovsk, Novosibirsk, Stalinsk, etc... De 1939 à 1941, un nouveau et vaste mouvement d'émigration intérieure vers l'Est a été organisé, portant sur les régions occupées qui comptaient plus de 55 millions d'habitants en 1939.

Ce repli gigantesque, qui n'a pu être préparé et qui a coûté la vie à d'innombrables civils, a porté non seulement sur les hommes, mais aussi sur les moyens de production. Des usines entières de Kiev et de Kharkov ont été transférées aux environs de Magnitogorsk avec leurs ouvriers, y ont été reconstruites et ont retrouvé en quelques mois leur niveau de production antérieur. Enfin, en vue de maintenir la production à son niveau maximum, la mobilisation soviétique a été réalisée avec une grande lenteur : à l'automne de 1941, alors que l'armée allemande était aux portes de Moscou, 18 classes seulement avaient été mobilisées, et uniquement en Russie d'Europe.

La production a pu, de ce fait, se maintenir à un niveau élevé : l'extraction de la houille a pu atteindre encore, en 1943, 405 à 410 millions de tonnes ; les régions autres que celles qui ont été occupées lors de l'avance allemande maxima devaient, en effet, fournir en 1942, d'après le troisième plan, 52% d'une production de 230 millions de tonnes. L'extraction de pétrole s'est maintenue au niveau de 1940 : en effet, pour 1944, on a pu prévoir que l'agriculture recevra 10% d'essence de plus qu'en 1939, alors que les besoins de l'armée, en carburants sont évidemment accrus de façon considérable par rapport à cette dernière année. Dans le domaine de la sidérurgie, la production de 1937 a même pu être dépassée, atteignant sans doute plus de 16 millions de tonnes par la fonte ; on sait, en effet, qu'au delà de l'Oural ont dû être construits, au moins, 47 nouveaux hauts fourneaux, 30 nouveaux fours Martin, 17 nouveaux laminoirs, sans compter les entreprises transférées. C'est dans le domaine des industries mécaniques que le développement des régions dont l'U.R.S.S. a toujours conservé le contrôle a atteint son maximum : dès 1937, ces régions fournissaient 80% de la production soviétique totale. On peut donc estimer que, du fait des transferts d'entreprises et des constructions qui ont eu lieu depuis, ces régions sont aujourd'hui capables de fournir dans ce domaine une production supérieure à celle de 1937. C'est également dans les régions orientales, près des centres d'extraction, que se trouve l'essentiel de la métallurgie non ferreuse : aluminium, nickel, cuivre, zinc et plomb ; les centres principaux se trouvent dans l'Est et dans le

Kazakstan (cette région contient 60% des ressources connues de l'U.R.S.S. en plomb, 50% des ressources de zinc, un des principaux gisements pétroliers, le 2<sup>ème</sup> de l'U.R.S.S. après celui du Caucase, est situé entre l'Oural et la Volga).

Malgré les efforts faits en vue de développer l'agriculture des régions orientales de l'U.R.S.S., il est certain que la perte des territoires ukrainiens, les plus productifs au point de vue agricole, a dû se répercuter sévèrement sur la situation alimentaire de la population. On peut estimer que les territoires que l'U.R.S.S. a toujours conservés sous son contrôle n'ont pu fournir, au mieux, que 69% de la production de céréales de 1937 (soit 790 millions de quintaux), que 71% de la production de pommes de terre de cette même année et que 6%, de la production de betteraves à sucre. Tous ces chiffres sont nettement inférieurs à ceux de la proportion de la population soviétique qui a dû être alimentée sur ces territoires (vraisemblablement plus de 75% de la population de 1937), ce qui a impliqué un grave abaissement d'un niveau de vie qui était déjà très faible. La production de beurre, de fromage et de viande a dû subir un recul plus considérable encore : les territoires non occupés ne comptaient, en 1937, que 64% des bovins, 50% des porcs, 71% des ovins et caprins et 66% des chevaux de l'U.R.S.S. ; la baisse certaine du rendement des cultures et la nécessité d'étendre la culture des céréales panifiables au détriment des plantes fourragères ont dû contribuer à réduire encore davantage le cheptel soviétique. Dès maintenant, toutes les mesures nécessaires, — notamment des transferts massifs de machines agricoles d'Est en Ouest, — ont dû être prises pour remettre en culture les régions réoccupées par l'Armée Rouge en Ukraine.

Si l'économie socialiste planifiée a manifesté sa supériorité indiscutable sur l'économie impérialiste et si elle a permis finalement de briser l'assaut désespéré de l'impérialisme allemand, l'isolement de l'économie soviétique et le développement monstrueux de la bureaucratie, comme les conditions mêmes de la guerre ont conditionné non seulement un niveau de vie très bas, mais encore une différenciation grandissante entre les diverses couches de la société soviétique.

#### Prix, structure sociale et revenus

INDUSTRIE. — Si les revenus nominaux ont certainement augmenté, la plupart des salaires semblent être maintenant de 300 roubles par mois, les meilleurs ouvriers (dits « ouvriers de choc », soit 8 à 12% des effectifs) arrivent à se faire 1.200 roubles par mois, les stakhanovistes (qui réalisent des rendements exceptionnellement élevés) touchent des salaires qui atteignent jusqu'à 4.000 roubles par mois ; et pour les techniciens, les salaires s'étagent entre 1.000 et 6.000 roubles par mois. La journée de travail est actuellement de 42 heures. Le revenu réel qui correspond à ces rémunérations varie fortement selon les avantages en nature que l'entreprise peut assurer à ses salariés et aussi suivant le niveau des prix du marché libre de chaque région. Comme les prix ont dû considérablement monter, il en est résulté une amélioration certaine des revenus des paysans.

AGRICULTURE. — Or, ce sont surtout les membres des kolkhozes qui bénéficient le plus de la rarefaction des denrées alimentaires. Dans de nombreux cas, il a fallu organiser, depuis la guerre, une sorte de troc officiel, les coopératives fournissant par priorité

### LA COMMUNE DE PARIS

(18 Mars - 29 Mai 1871)

« La Commune... a été, en sa qualité de hardi champion de l'émancipation du travail, éminemment INTERNATIONALE. Sous les yeux mêmes de l'armée prussienne, qui venait d'annexer à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune a annexé à la France le peuple travailleur du monde entier. »

(Karl Marx).

trôlé par l'Allemagne » n'est qu'une addition de deux économies ruinées qui ne peuvent trouver un semblant d'équilibre qu'en travaillant à la destruction du continent.

D'autre part, les 20 années qui ont précédé la guerre ont montré l'incapacité des impérialismes anglais et américain à « organiser » le désordre capitaliste ; les cinq années de guerre ont mené à la faillite de « l'organisation » impérialiste allemande. La leçon ne sera pas perdue : l'impérialisme est incapable d'unifier l'Europe.

(1) Thèses sur la liquidation de la deuxième guerre impérialiste de la Conférence Européenne de la IV<sup>e</sup> Internationale (Revue Quatrième Internationale, n° 4.5).



des produits industriels aux paysans qui leur livrent des denrées alimentaires ; mais les paysans s'orientent surtout vers le marché libre, car ils y réalisent des gains élevés. Dans le langage soviétique apparaît, depuis quelque temps, l'expression caractéristique de « paysan millionnaire », expression qui traduit l'accroissement considérable des revenus d'une partie de la paysannerie. Cet accroissement tient non seulement à la hausse des prix, mais au fait que les membres des kolkhozes ont profité des circonstances pour développer, au détriment des fermes collectives, leurs cultures et leurs élevages individuels.

Il y a là un grave danger pour l'avenir des fermes collectives de culture : si celles-ci se désagrègent plus ou moins au profit du développement, d'ailleurs illégal, des cultures et des élevages individuels, si sur cette base se constitue une nouvelle couche de paysans riches, les problèmes politiques et sociaux qui se sont posés déjà en 1928 et qui n'ont pu être résolus par la bureaucratie qu'à travers les terribles convulsions des années 1929 à 1932 (la collectivisation forcée) se posent à nouveau et d'une manière encore plus aiguë.

La différenciation économique et la pression conjuguée des impérialismes contre l'U.R.S.S., comme les conditions mêmes de la guerre et de la montée révolutionnaire en Europe, renforcent les tendances contradictoires et irréconciliables au sein de la bureaucratie. Ces tendances centrifuges ne feront que s'accroître dans la période décisive de liquidation de la guerre impérialiste dans laquelle nous sommes entrés. Le passage récent du traître Kravtchenko, chef du bureau d'achat soviétique pour la métallurgie, dans le camp des impérialistes américains, montre que la séparation vers la droite (collaboration ouverte avec les impérialismes) comme celle vers la gauche, vers le prolétariat, lézarde chaque jour davantage l'édifice de la bureaucratie.

## ANGLETERRE

La prolongation de la guerre fait peser sur la classe ouvrière anglaise un fardeau de plus en plus lourd. Surtout chez les mineurs et les ouvriers des chantiers navals, branches les plus éprouvées par l'intensité et la durée du travail, ainsi que par la compression des salaires relativement à l'augmentation du coût de la vie, sa réaction ne cesse de croître.

Dans les trois premiers mois de l'année 1944 il y a eu environ 2.409.000 journées de travail perdues à cause des grèves, dont 1.600.000 dans le seul mois de mars, contre 210.000 journées de travail perdues pendant la période correspondante de 1943.

La bourgeoisie impérialiste, effrayée par l'ampleur du mouvement gréviste, déclenché malgré l'opposition de l'appareil bureaucratique des Trade-Unions, du Parti travailliste et du Parti stalinien, a commencé au mois d'avril dernier une violente campagne contre les « organisateurs secrets » des grèves.

Mister Morrison, ministre travailliste à l'intérieur du gouvernement britannique, a donné l'ordre à la Scotland Yard de briser l'activité du « Parti Communiste Révolutionnaire », section de la IV\* Internationale en Angleterre, en accusant les « trotskystes » d'avoir été « l'organisme directeur d'une longue campagne de propagande parmi les ouvriers et de la succession alarmante des grèves actuelles dans les industries de premier plan. » (Déclaration de la radio anglaise du 4 Avril 1944).

La police a procédé à l'arrestation de certains camarades dirigeants de notre section et à l'interdiction de leur journal légal central *The Socialist Appeal*.

Quelques jours après, une loi anti-gréviste draconienne a été votée par les Communes, provoquant une violente réaction dans les milieux ouvriers.

Nul doute que les mesures réactionnaires de la « démocratique » Angleterre se montreront absolument inefficaces devant la combativité croissante du prolétariat anglais et la volonté révolutionnaire de son avant-garde.

## GRÈCE

La première mutinerie sérieuse contre la guerre impérialiste a eu lieu, en avril dernier, parmi les équipages des navires de guerre grecs mouillés dans le port d'Alexandrie, ainsi que parmi les soldats grecs de l'armée du Moyen-Orient.

Pendant trois semaines environ, les comités de marins armés à bord de plusieurs navires de guerre résistaient à la pression des Anglais et du gouvernement émigré grec de se rendre et de continuer la guerre aux côtés des « Alliés ».

Sur terre, les soldats, barricadés dans leurs casernes, opposaient le même refus de se battre pour les intérêts impérialistes.

La presse nazie attribue la révolte aux agissements des « bolcheviks de Moscou » (? !), tandis que la presse anglaise et « alliée » en général relate que la révolte a été condamnée par toutes les organisations politiques grecques, y compris le parti stalinien, partisan de la continuation de la guerre impérialiste sans condition. Dans un télégramme adressé à Churchill et signé par Svolos, Porphyrogenis et Roussos, représentants du « Front National de Libération », contrôlé par les staliens, et du Parti Communiste, ce dernier condamne la mutinerie des marins et des soldats grecs comme « trahison ».

La révolte des marins et des soldats grecs fait partie de la radicalisation générale des masses populaires grecques devant la situation chaotique qu'a créée, en Grèce en particulier, la guerre.

Dans ce pays décimé par la famine, décomposé par l'inflation qui atteint, ces derniers mois, des niveaux de chiffres astronomiques (47.000.000 de drachmes, la livre sterling or! soit une dévaluation du drachme d'avant-guerre de 47.000 fois!), exaspérée par la brutalité de l'occupation allemande et bulgare, la population ouvrière et petite bourgeoise (actuellement prolétarisée en masse) se trouve depuis longtemps en révolte ouverte. La crise ministérielle permanente, malgré tous les efforts de l'Angleterre en particulier, persistant à conserver sur son échiquier diplomatique le pion « Grèce », et malgré la pression conjuguée de Moscou sur le parti stalinien grec, reflète l'exacerbation des contradictions sociales en Grèce et l'inefficacité de toute panacée bourgeoise démocratique.

Une dernière tentative a été faite dernièrement au Liban, où s'est réunie, sous l'égide de l'Angleterre, une conférence de 29 délégués de tous les partis bourgeois grecs, y compris le parti stalinien, en vue de former un gouvernement « d'Union Nationale ». Le prolétariat grec s'intéresse peu à de telles mascarades. Avec son instinct de classe sûr, et grâce à sa longue expérience révolutionnaire, il se dirige à grands pas vers l'issue révolutionnaire, dans le cadre de la Fédération Soviétique Socialiste Balkanique et des États-Unis Socialistes d'Europe.

**ANNIVERSAIRE.** — Il y a un an que le camarade P. Poulipoulos, ancien secrétaire du Parti Communiste Grec et leader du mouvement de la IV\* Internationale en Grèce, était fusillé comme otage politique.

**L** E " PROGRAMME DE PAIX " de la social-démocratie doit consister avant tout à dénoncer l'hypocrisie des phrases bourgeoises, sociales-chauvines et kautskistes sur la paix. C'est le premier point et l'essentiel.

Sans cela nous sommes, de gré ou de force, les complices de la duperie des masses. Notre " programme de paix " exige que le point principal reconnu par la démocratie dans cette question — le refus des annexions — soit appliqué effectivement et non pas seulement en paroles, qu'il serve à la propagande internationaliste et non pas à l'hypocrisie nationale. Pour cela il faut expliquer aux masses que le désaveu des annexions, c'est-à-dire la reconnaissance de la définition autonome des nations, n'est sincère que lorsqu'un socialiste de telle ou telle nation exige la liberté de séparation des nations opprimées par la sienne. Comme mot d'ordre positif entraînant les masses dans la lutte révolutionnaire et expliquant la nécessité des mesures révolutionnaires pour " la paix démocratique ", on doit lancer cette consigne : refus de payer les dettes des États.

Notre " programme de paix ", enfin, doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste ne peuvent donner la paix démocratique. Il faut chercher cette paix et l'obtenir, mais non sur des positions en arrière, dans l'utopie d'un capitalisme qui ne serait pas impérialiste ou d'une alliance de nations égales en droits sous le capitalisme, mais en avant, dans la révolution socialiste du prolétariat.

Pas une revendication radicale de la démocratie n'est réalisable avec ampleur et solidité dans les États impérialistes les plus avancés autrement qu'à travers les batailles révolutionnaires menées sous les étendards du socialisme.

Et celui qui promet aux peuples la paix " démocratique " sans prêcher en même temps la révolution socialiste, celui qui nie la lutte pour un but total, la lutte dès le temps de la guerre, celui-là dupe les prolétaires.

N. LÉNINE (1916).



